

La grève de deux jours maintenue

Page 2

Bouira et Skikda

Deux bombes détruites

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Soulignant que le droit de manifester est garanti par la Constitution

Ouyahia appelle à la vigilance

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, s'est exprimé, hier à Alger, sur les manifestations du 22 février qu'ont connues plusieurs régions du pays. Il a souligné que le droit de manifester pacifiquement est garanti par la Constitution, tout en mettant en garde contre d'éventuels «dérapages».

Page 3



Banques-entreprises

Une relation à assainir et à moderniser



Par Saâd Taferka

À côté de l'accès au foncier et des procédures administratives, on compte, parmi les facteurs qui conditionnent le climat des affaires ou l'environnement de l'entreprise, celui de l'accès au crédit. Il est vrai que le tissu économique lui-même peine à gagner en maturité pour imposer un traitement à la hauteur des nouveaux challenges de la part des banques.

D'où ce constat du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, fait la semaine dernière lors de la journée d'étude organisée autour de la thématique de la modernisation des banques organisé par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) : «Le financement de l'économie algérienne demeure largement dominé par la dépense publique, elle-même dépendante, dans une large mesure, de la fiscalité pétrolière». Un tel constat remet sur la table toutes les tentatives - à demi-réussies ou qui ont carrément échoué - de procéder à la diversification économique et de créer d'autres champs d'interventions pour les bailleurs de fonds, à commencer par le réseau de banques publiques algériennes. Le gouverneur de la Banque d'Algérie rappelle la nécessité d'étoffer le tissu de la petite et moyenne entreprise, dans tous les domaines, entreprises qu'il y a lieu d'«accompagner par des financements», jugeant que c'est là un investissement crucial pour la diversification économique. Il ajoute que «le rôle des banques, à cet égard, est primordial».

A l'occasion de cette journée d'étude, il a procédé au bilan des financements bancaires dont a bénéficié l'appareil économique national au cours de l'année 2018. Le montant global des crédits à l'économie au cours de cette période est de 10 102 milliards de dinars, en augmentation de plus de 21% par rapport au montant de 2016. Une telle mobilisation de crédit correspond à 50% du produit intérieur brut algérien (PIB). Le gouverneur de la Banque d'Algérie estime que, malgré des augmentations successives au cours de ces dernières années en termes de montants, les financements bancaires destinés à l'économie, n'ont pas été «totalement inclusifs» dans l'ensemble des segments de l'appareil économique.

Pages 4 et 5

Festival culturel national du film amazigh

23 oeuvres en compétition pour l'Olivier d'or

Page 15



L'impossible dialogue entre syndicats de l'Education et tutelle

La grève de deux jours maintenue

Nouveau débrayage en perspective dans le secteur de l'Education nationale à partir d'aujourd'hui. Les six syndicats composant l'Intersyndicale de secteur maintiennent leur mot d'ordre de grève pour les journées d'aujourd'hui et de demain. Dans ce secteur, on se dirige tout droit vers une impasse, mais un seul perdant pour le moment : l'élève.



Par Karima Nacer

Le secteur de l'Education risque une nouvelle paralysie par la grève de deux jours prévue à partir d'aujourd'hui. En effet, les six syndicats et la tutelle, chacun campe sur sa position. Faute d'une réponse urgente à leurs revendications par la tutelle, les syndicats ont décidé de bouder les classes durant deux jours. L'Intersyndicale a décidé d'aller de l'avant et mettre plus de pression sur la tutelle. Les six syndicats, à savoir le Snapest, le Cnapeste, l'Unpef, le CLA, le Satef et le Snte, observeront une grève nationale aujourd'hui et demain, suivie de sit-in de protestation régionaux au niveau des

wilayas de Batna, Laghouat, Relizane et Blida.

C'est à l'issue d'une réunion, organisée jeudi dernier, que l'intersyndicale a affiché son attention d'aller vers le durcissement de ses mouvements de contestation. Les membres du collectif syndical ont expliqué qu'un débrayage s'impose, compte tenu du fait de la non-prise en charge des revendications soumises à la tutelle. Ils reprochent surtout à leur tutelle d'avoir envoyé des projets de P-V qui ne reflètent pas les discussions avec la tutelle dans le cadre des réunions bilatérales et ce, pour la plupart des dossiers. Le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique

(Snapest) est sorti de la réunion avec la tutelle, insatisfait. Le syndicat, qui maintient l'appel à la grève, dans le cadre de l'Intersyndicale, a indiqué que sa rencontre avec les cadres du ministère de l'Education n'a abouti à aucun résultat. Son coordinateur, Meziane Meriane a précisé que «la réunion était ordinaire et se résume en un dialogue de sourds. Les responsables du ministère ont écouté les revendications du syndicat en lui avançant les mêmes promesses données lors de la réunion précédant la grève du 21 janvier dernier», indique le syndicaliste, précisant que le syndicat s'est contenté seulement de corriger le procès-verbal en réitérant les revendica-

tions socio-professionnelles soulevées auparavant. Comme réponse aux revendications des syndicats du secteur, les responsables du ministère ont affirmé que certaines des revendications soulevées relèvent des prérogatives du gouvernement, notamment les dossiers relatifs au pouvoir d'achat, à la retraite, à la prime de zone des personnels du Sud et à la classification actuelle du personnel de l'Education, a-t-il fait savoir.

La ministre de l'Education devrait, dans ce cas, agir et vite afin d'éviter le même scénario, mais surtout éviter la prise en otage des élèves. A rappeler que l'Intersyndicale avait organisé un débrayage le 21 janvier dernier.

K.N.

Benghebrit appelle à une amélioration continue des programmes scolaires

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit a mis l'accent, à Alger, sur l'impératif de l'amélioration et de l'allègement des programmes scolaires de façon «continue et pérenne» en développant la réflexion méthodique chez l'élève et en s'éloignant des méthodes de mémorisation-restitution.

Intervenant lors d'une session ordinaire du Conseil national des programmes (CNP), en présence des ministres de l'Enseignement supérieur et celui des Affaires religieuses, respectivement Tahar Hadjar et Mohamed Aïssa, ainsi que des représentants des ministères des Moudjahidine, de la Formation et de la Culture, Mme. Benghebrit a appelé les membres du CNP à élaborer les instruments de la mise en oeuvre du cadre stratégique mis en place, citant les référentiels nationaux des apprentissages, des évaluations, de la formation et de la gouvernance.

La ministre a plaidé également pour la poursuite des efforts pour élaborer «le système national de standardisation pédagogique centré sur les composantes cognitives des compétences des élèves».

«Il ne s'agit pas d'une révision des pro-

grammes, mais d'une amélioration continue et permanente des composantes constituant les curricula», a indiqué la première responsable du secteur, invitant les membres du CNP à se pencher sur la question de profusion des sujets et des notions induisant des mécanismes de mémorisation-restitution au lieu de favoriser chez l'enfant les mécanismes du raisonnement et de la pensée (scientifiques ou littéraires).

Après avoir indiqué qu'il s'agit de «compléter le processus après l'élaboration des référentiels nationaux», elle a précisé que «ce rééquilibrage va donner lieu à une nouvelle approche de la progression des apprentissages fondamentaux dans le domaine de la compréhension de l'écrit, de la culture scientifique et de la culture mathématique.

«Cette phase permettra d'introduire de manière ininterrompue et cohérente l'ensemble des modifications qu'exige l'opération d'enseignement-apprentissage. On n'est pas obligé d'attendre 5 ou 10 ans vu la nature des mutations sociétales et la rapidité des innovations scientifiques et technologiques», a-t-elle encore expliqué.

Par ailleurs, Mme Benghebrit a estimé

qu'il est question de mieux répartir les compétences à acquérir sur tout le cursus scolaire, ce qui donnera lieu, par voie de conséquence, à un allègement des programmes, longtemps réclamé, aussi bien par les élèves, que par leurs parents.

A ce propos, elle a fait état du travail mené par son département à travers le centrage stratégique sur le cycle primaire, la centration sur les langages fondamentaux, à savoir la langue arabe, les mathématiques et les langues étrangères, l'introduction de contenus contextualisés ayant trait aux enjeux de l'éducation sanitaire et la lutte contre la corruption afin d'ancre les valeurs d'intégrité et l'écocitoyenneté.

Saisissant cette occasion, Mme Benghebrit a rappelé «les acquis de l'Ecole algérienne, de l'indépendance à nos jours, notamment les 20 dernières années», soulignant «le nombre d'élèves dépassant 1,5 million, la hausse des effectifs enseignants estimée à quelque 136 000, tous cycles confondus, et la réalisation de près de 7 000 établissements scolaires et ce, depuis le lancement des réformes, en 2003».

R. N.

Ministère de la Défense Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection à Tamanrasset

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, du 26 au 28 février 2019, une visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset», précise la même source.

Lors de cette visite, le général de corps d'Armée «superviserá un exercice tactique avec munitions réelles, procédera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 6^e Région militaire», ajoute le communiqué du MDN.

Bilal L.

Avant la fin du premier trimestre

Distribution de 60 000 logements dans différentes formules

Quelque 60 000 logements dans différentes formules seront distribués avant la fin du premier trimestre 2019 à travers le territoire national, dans le cadre des opérations de distribution de logements qui se poursuivront jusqu'à la fin de l'année, a indiqué, dimanche à Alger, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar.

Dans son allocution lors de la supervision de l'opération de distribution de 3 885 logements lors d'une cérémonie organisée à la salle omnisports de Chéraga (Alger), le ministre a déclaré : «Nous prévoyons la distribution de 60 000 unités de logements avant la fin du premier trimestre 2019», ajoutant que «les opérations de distribution de logements aux bénéficiaires se poursuivront tout au long de l'année en cours, en veillant à assurer les infrastructures nécessaires aux citoyens dans les nouvelles cités».

Il est également prévu, en 2019, la réception de 200 000 logements dont 13 000 au profit des bénéficiaires de la wilaya d'Alger.

Sur un total de 3 885 logements distribués dimanche dernier, 2 505 sont de type location-vente (Aadl), 1 380 logements sociaux dont 838 dans le cadre de la politique d'élimination du logement précaire et 542 Logements publics locatifs (LPL).

En 2018, près de 295 000 logements dans différentes formules ont été distribués à travers le territoire national.

Reda A.

Soulignant que le droit de manifester est garanti par la Constitution

Ouyahia appelle à la vigilance

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, s'est exprimé, hier à Alger, sur les manifestations du 22 février qu'ont connues plusieurs régions du pays. Il a souligné que le droit de manifester pacifiquement est garanti par la Constitution, tout en mettant en garde contre d'éventuels «dérapages».



Par S. A. Mohamed

S'exprimant à l'ouverture au Parlement de la séance consacrée à la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement, M. Ouyahia, tout en se félicitant du déroulement pacifique des manifestations enregistrées vendredi dans plusieurs wilayas du pays, a appelé à la «vigilance pour éviter tout dérapage» pouvant survenir au cours de ces manifestations, d'autant plus, a-t-il dit, qu'elles ont eu lieu suite à des appels anonymes sur les réseaux sociaux. «Jusqu'à présent, ces manifestations sont pacifiques, mais elles pourraient revêtir un autre caractère demain», a prévenu le Premier ministre, observant qu'un «aperçu de ces possibles déra-

pages a été donné dimanche à travers des appels aux élèves des écoles à prendre part aux manifestations». Commentant le contenu des slogans scandés lors des manifestations, appelant notamment au changement, M. Ouyahia a affirmé que l'élection présidentielle du 18 avril prochain sera l'occasion pour le peuple algérien de faire son choix «en toute liberté et en toute souveraineté». «Chacun a le droit de défendre un candidat ou de s'opposer à lui, mais c'est l'urne qui tranchera de façon pacifique et civilisationnelle», a-t-il fait valoir. Rappelant que l'Algérie, après avoir vécu une période «douloureuse», M. Ouyahia a fait observer que des réformes ont été engagées et que les Algériens ont le droit de «faire leur choix dans la paix et la quiétude». Revenant sur la

Conférence nationale de consensus que le Président Bouteflika, dans sa lettre de candidature à l'élection présidentielle, s'est engagé à convoquer s'il était réélu pour un autre mandat, M. Ouyahia a précisé que cette conférence serait «une première dans l'histoire de l'Algérie», qu'elle serait ouverte à «tous» et constituerait un espace pour faire des propositions en vue «d'opérer un changement dans le pays, y compris à travers un amendement de la Constitution pouvant être radical». «C'est une main tendue sincèrement par le Président Abdelaziz Bouteflika» aux forces politiques, sociales et économiques du pays «sans exclusion» afin de «débatte librement, de dégager une plateforme politique, économique et sociale, et de proposer aussi une

réforme constitutionnelle à la hauteur de leurs attentes», a-t-il ajouté. «Nous pouvons être d'accord, comme nous pouvons diverger, mais nous sommes tous les enfants de l'Algérie qui a souffert de la tragédie et l'Algérie est en droit aujourd'hui de vivre en paix et dans la stabilité, le peuple algérien ne doit pas perdre les fruits de la stabilité qui est le résultat de sa volonté lorsqu'il a choisi la paix et la Réconciliation nationale», a-t-il souligné. Dans son argumentaire en faveur de cette conférence, M. Ouyahia a expliqué que face aux défis et aux enjeux, l'Algérie est interpellée pour «redoubler d'efforts et approfondir ses réformes», à travers une «jonction féconde des énergies, dans le respect des diversités d'opinions».

S.A.M.

FFS

L'Algérie a besoin de la solidarité de tous pour la préserver

Le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Hadj Djilani, a affirmé, dimanche à Laghouat, que l'Algérie «a besoin de la solidarité de tous, dans l'unité, pour la préserver».

S'exprimant lors d'un regroupement au siège local du FFS en solidarité avec le militant du parti, Hachemi Litim, M. Djilani a indiqué que «l'Algérie est en danger et a besoin, par conséquent, de la solidarité de tous, dans l'unité, pour la préserver».

Le premier secrétaire du FFS a appelé, en outre, à trouver «une alternative démocratique et sociale» qui soit en harmonie avec l'esprit de la proclamation du 1^{er} Novembre 1954, et à «l'édification d'un Etat de droit et de justice sociale».

Hachemi Litim a été condamné par la cour de justice de Laghouat, en octobre dernier, à une peine d'une année de prison ferme pour «intervention sans habilitation dans une fonction publique».

Le premier secrétaire du FFS, Hadj Djilani, a réitéré, à l'occasion, la position de son parti appelant au «boycott de la prochaine élection présidentielle».

R. N.

Malgré la crise pétrolière

L'Algérie a préservé son indépendance de décision économique

L'Algérie a traversé le choc pétrolier avec ses propres ressources financières en préservant son indépendance de décision économique, a affirmé hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Lors de sa présentation de la Déclaration de politique générale devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le Premier ministre a présenté le bilan de l'action du gouvernement y compris les réalisations dans le domaine économique.

Durant ces deux dernières années, a-t-il rappelé, le pays a poursuivi les réformes pour l'amélioration de l'environnement financier et de l'investissement.

Citant les progrès enregistrés dans le domaine économique, il a

relevé que l'agriculture a connu un taux de croissance proche de 9%. Quant à l'industrie, il a soutenu que ce secteur arrive à satisfaire la demande nationale dans plusieurs filières et même à accroître ses exportations hors hydrocarbures.

En dressant le bilan de l'action de son gouvernement depuis septembre 2017, M. Ouyahia a également estimé que la croissance économique a été «robuste», se rapprochant de 4% en 2018 hors des hydrocarbures.

Evoquant le secteur des hydrocarbures, il a soutenu qu'il est en «phase de mise à niveau» et qu'il dispose d'un «avenir prometteur» grâce à sa future législation révisée, à l'exploration des ressources non conventionnelles et au développement de la pétrochimie.

Le Premier ministre a, en outre, indiqué que les transferts sociaux représentent plus de 1 500 milliards de DA/an, alors que le taux de chômage s'est stabilisé à 11% malgré l'importance des nouvelles demandes d'emplois.

Abordant la communauté nationale à l'étranger, le Premier ministre a rappelé qu'elle bénéficie de mesures nouvelles décidées par le Président de la République, il y a une année.

Ainsi, concernant la diaspora algérienne, il a indiqué que 21 000 dossiers ont déjà été traités pour l'accès au logement promotionnel, alors que plus de 900 dossiers ont été finalisés pour le bénéfice de micro-crédits en faveur des jeunes.

En outre, des dizaines de projets d'investissements des expatriés algériens sont traités par

l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), a fait valoir M. Ouyahia qui a fait savoir que l'ouverture d'une banque algérienne en France sera concrétisée en 2019.

Concernant la mise en oeuvre du programme du Président de la République pour la période 2014 à 2018, le Premier ministre a souligné que les cinq dernières années ont été «riches en réalisations».

Dans le domaine économique, l'investissement a bénéficié de facilitations supplémentaires, notamment à travers la décentralisation des procédures, une offre plus grande du foncier industriel, d'importantes mesures de défiscalisation et de bonification des crédits bancaires, ainsi que le soutien aux exportations hors hydrocarbures.

S'agissant des réalisations physiques, les cinq dernières années dégagent un bilan «éloquent», a-t-il soutenu, soulignant que ce bilan a été atteint en dépit du choc pétrolier apparu en 2014 et qui a réduit de 70% les revenus extérieurs du pays.

Il a cité, notamment les 1,2 million de logements livrés, 1,6 million de foyers raccordés au gaz naturel et près de 2 millions de foyers raccordés à l'énergie électrique, huit barrages réalisés, alors que le réseau routier s'est accru de plus de 3 500 km auquel s'ajoute le réseau ferroviaire qui a enregistré la construction et la modernisation de plus de 1 000 km, et la réalisation de nombreuses infrastructures portuaires, aéroportuaires et de transport urbain.

R. N.

Banques-entreprises

Une relation à assainir et à moderniser

À côté de l'accès au foncier et des procédures administratives, on compte, parmi les facteurs qui conditionnent le climat des affaires ou l'environnement de l'entreprise, celui de l'accès au crédit. Il est vrai que le tissu économique lui-même peine à gagner en maturité pour imposer un traitement à la hauteur des nouveaux challenges de la part des banques.



Par Saâd Taferka

D'où ce constat du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, fait la semaine dernière lors de la journée d'étude organisée autour de la thématique de la modernisation des banques organisé par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) : «Le financement de l'économie algérienne demeure largement dominé par la dépense publique, elle-même dépendante, dans une large mesure, de la fiscalité pétrolière». Un tel constat remet sur la table toutes les tentatives - à demi-réussies ou qui ont carrément échoué - de procéder à la diversification économique et de créer d'autres champs d'interventions pour les bailleurs de fonds, à commencer par le réseau de banques publiques algériennes. Le gouverneur de la Banque d'Algérie rappelle la nécessité d'étoffer le tissu de la petite et moyenne entreprise, dans tous les domaines, entreprises qu'il y a lieu d'«accompagner par des financements», jugeant que c'est là un investissement crucial pour la diversification économique. Il ajoute que «le rôle des banques, à cet égard, est primordial».

A l'occasion de cette journée d'étude, il a procédé au bilan des financements bancaires dont a bénéficié l'appareil économique national au cours de l'année 2018. Le montant global des crédits à l'économie au cours de cette période est de 10 102 milliards de dinars, en augmentation de plus de 21% par rapport au montant de 2016. Une telle mobilisation de crédit correspond à 50% du produit intérieur brut algérien (PIB). Le gouverneur de la Banque d'Algérie estime que, malgré des augmentations successives au cours de ces dernières années en termes de montants, les financements bancaires destinés à l'économie, n'ont pas été «totalement inclusifs» dans l'ensemble des segments de l'appareil économique. Les plus grandes hausses des crédits enregistrées - sur des crédits à moyen et long termes représentant 75% des montants mobilisés au cours de l'année 2018 - ont été affectées au

financement des investissements dans l'énergie et l'eau. Pour le gouverneur de la Banque d'Algérie et les membres de l'Abef, les nouvelles perspectives à tracer pour les allocations de crédits sont celles qui devront animer les petites et moyennes entreprises, entités jugées stratégiques dans le développement économique du pays. Pour tendre vers une telle ambition, les banques algériennes sont appelées à investir dans l'activité conseil et dans l'expertise dans le domaine des analyses de projets à financer. C'est ce qui a été relevé dans les débats qui ont tourné autour de la relation banque-entreprises.

Une collecte molle de l'épargne

Par ailleurs, on relève que la collecte de l'épargne par les banques algériennes demeure toujours «molle», laissant échapper quelque 2 000 milliards de dinars l'épargne hors de circuits bancaires détenue par différents agents économiques. «La collecte des ressources est l'un des talons d'Achille du système bancaire algérien», a tenu à signaler Mohamed Loukal, en faisant savoir que «l'amélioration des services bancaires existants et une politique agressive d'offres de services bancaires innovants, y compris une politique de taux attractifs, permettrait certainement de drainer une grande partie de cette épargne vers le circuit bancaire». C'est là un impératif qui commence à s'imposer, a fortiori, rappelle le gouverneur de la Banque d'Algérie, que le financement non conventionnel - ou la création monétaire - qui assure actuellement une relative aisance financière au pays, est limité dans le temps.

Le bond que devra faire le système bancaire algérien pour accompagner la nouvelle économie est censé s'articuler autour d'une gamme d'activités finançables et bancables relevant des secteurs productifs et des industries manufacturières.

L'on se souvient que, en 2016, le gouvernement a donné des directives aux banques publiques par lesquelles il comptait faciliter l'ouverture de comptes pour les entreprises

et à réduire au maximum les formalités de dépôts de fonds opérés par ces dernières - jusqu'à faire abstraction de la provenance de l'argent - sont des mesures visiblement inspirées par le souci de «dépoussiérer» la relation entre banques et entreprises, longtemps caractérisés par la tension et la méfiance. Ces mesures n'étaient visiblement pas suffisantes pour relancer l'économie d'entreprise, absorber les surliquidités stériles dont souffraient les banques et faire barrage au blanchiment d'argent sale, acquis grâce au système de corruption ou des rackets opérés par les réseaux terroristes. Des analystes se montrèrent quelque peu dubitatifs devant cette instruction donnée aux banques de ne pas être trop «regardantes» sur l'origine des fonds. On leur a rétorqué qu'il y aurait d'autres moyens de détecter les origines douteuses ou illégales de l'argent déposé. Cependant, dans cette relation renouvelée, que le gouvernement a voulu promouvoir et pérenniser entre les structures de financement et les entreprises, le projet d'imposition du chèque à partir d'une certaine limite de la transaction (à savoir 1 million de dinars) ne fut curieusement pas été évoqué. Il y a lieu de rappeler que le gouvernement avait projeté de mettre en application une mesure de même nature, pour un montant plus modeste (500 000 dinars) en mars 2011. Mais le début de l'effervescence sociale, dans le contexte du «Printemps arabe» avait alors fait capoter le projet.

Position peu confortable du banquier

Les nouvelles mesures viseraient également, selon certaines analyses, à permettre l'intégration, ne serait-ce que partielle, des acteurs de l'économie informelle que le gouvernement a commencé à «secouer» à partir de septembre 2012. Outre les nouvelles infrastructures qu'on a affectées à certains d'entre eux (marchés couverts, surfaces de vente), les pouvoirs publics comptent également canaliser leurs actifs financiers dans les circuits bancaires.

En tout état de cause, en montrant un

intérêt particulier pour le secteur bancaire, le gouvernement a tenu d'agir sur ce qui est classiquement appelé le «nerf de la guerre», c'est-à-dire le financement. Il ne s'agit pas uniquement des grands financements que sollicitent des capitaines d'industrie, mais également des microcrédits mobilisés dans le cadre des projets Ansej, Anjem, Cnac... etc. Sur ces segments spécifiques qui s'adressent aux jeunes porteurs de projets, beaucoup d'encre a été versé pour caractériser la «bureaucratie» des banques et leur célérité à rentrer dans leurs frais, quitte, pour cela, à actionner l'appareil de la justice. Mais, dans tout ce «crypto-débat», il a été fait rarement état de la peu confortable situation du banquier qui plus est, manipule des fonds publics. Commercialité, responsabilité civile et pénale, règles prudentielles, risques d'insolvabilité des clients, tous ces concepts sont, à un certain moment, passées par la trappe dans un contexte d'une embarrassante «générosité sociale» du gouvernement. C'est que le débat, en Algérie, n'a pas franchi le seuil ou le cercle du statut public dont se prévalent toutes les banques algériennes. L'ancienne banque privée Al Khalifa est l'exemple à ne pas donner. Abusivement, il sert même de repoussoir à toute idée de créer des banques privées ou de privatiser une partie des banques publiques. Le Conseil de la Monnaie et du Crédit se contente alors d'agréer des filiales de banques étrangères (européennes, asiatiques ou du Golfe arabe).

Le discours qui se tenait au milieu des années 1990 sur les réformes bancaires visait à faire jouer aux banques publiques un rôle pour lequel elles étaient peu préparées, dans une nouvelle économie ouverte sur l'entreprise privée et sur le partenaire étranger, tout en assistant à des investissements historiques se matérialisant par des mégaprojets.

Dans ce contexte, le «nerf de la guerre» a eu à vire plusieurs cafouillages, y compris celui de proposer à la privatisation une entité publique, à savoir le Crédit populaire d'Algérie (CPA), et de conclure rapidement à l'«infructuosité» de l'opération.

La prise risque : développer de nouveau réflexes

En tout cas, avec la nouvelle vision portant sur la diversification tous azimuts de l'économie nationale, et vu les attentes en matière de libération du climat des affaires de toutes les lourdeurs qui l'on grevé jusqu'ici, la problématique du financement des entreprises demeure l'une des pierres d'achoppement de la politique de relance économique. Entre les deux parties - l'entreprise candidate au financement et la banque censée mobiliser les crédits -, la relation n'a pas encore atteint un degré de maturité et de confiance tel que le commande l'étape actuelle du pays, une étape qui met la politique de l'entreprise au cœur de la stratégie économique. L'on sait que, sous d'autres cieux, l'évolution avancée du partenariat banque-entreprise a conduit les bailleurs de fonds à créer des filiales de banques spécialisées dans certains secteurs de l'économie qu'elles financent préférentiellement (travaux publics, agriculture, industrie chimique, pharmacie, hydraulique...). Dans ce cas de figure, spécialisation signifie, avant tout, mobilisation de la ressource humaine ayant le profil nécessaire d'expertiser les entreprises candidates aux crédits. Cette expertise commence par l'établissement de l'état des lieux de l'entreprise en question (santé financière, capacités managériales...) et du marché qu'elle compte conquérir (parts de marché), en se prolongeant par la suite sur le terrain par le suivi du projet auquel est destiné le financement.

La situation actuelle des banques publiques (ressources humaines, management, ingénierie financière) ne permet pas encore de se déployer d'une manière aussi déterminée et aussi précise sur le terrain économique. ●●●

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 67 dollars

Les prix du pétrole divergeaient hier en cours d'échanges européens, soutenus par l'optimisme qui règne sur tous les marchés avec les avancées des négociations sino-américaines, mais déstabilisés par l'offre américaine, qui atteint des niveaux records.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 67,05 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 7 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 13 cents à 57,39 dollars.

Les cours du pétrole restaient donc proches de leurs plus hauts en trois mois atteints vendredi, à 67,73 dollars pour le Brent et à 57,81 dollars pour le WTI.

«Les prix en hausse (par rapport au début de l'année) car les marchés observent les sanctions sévères des Etats-Unis contre le Venezuela, les efforts de l'Opep

pour réduire l'offre mondiale, et la possibilité d'une fin au conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis», a énuméré Benjamin Lu, analyste.

La tension monte en effet entre Washington et Caracas. L'opposant vénézuélien, Juan Guaido, s'est réuni hier à Bogota avec ses alliés du Groupe de Lima, ainsi que le vice-président des Etats-Unis Mike Pence, afin de définir des mesures pour contraindre Nicolas Maduro à quitter le pouvoir.

Les Etats-Unis ont déjà imposé des sanctions contre la compagnie pétrolière nationale PDVSA qui empêchent le brut vénézuélien d'être exporté vers les raffineries du golfe du Mexique. A l'inverse, une possible escalade des sanctions américaines contre

la Chine semble avoir été évitée. A cinq jours de la date butoir, Donald Trump a levé son ultimatum sur le commerce chinois après des «progrès» dans la négociation, relançant l'espoir d'un sommet avec le président chinois pour sceller un éventuel accord.

Alors que les Etats-Unis sont le premier producteur et premier consommateur mondial, et que la Chine est le premier importateur mondial, ces avancées avaient tout pour galvaniser le marché du brut.

Mais de nombreux analystes appelaient à la prudence, alors que la production hebdomadaire des Etats-Unis a atteint un niveau record, à 12 millions de barils par jour, selon les données publiées par l'Agence américaine de l'Energie (EIA) jeudi.

Reda A.

Cnac-Sétif

Plus de 160 projets d'investissement financés

Plus de 164 projets d'investissement ont été financés par la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) dans la wilaya de Sétif au cours de l'année 2018, a-t-on appris dimanche du directeur régional de cette caisse et chargé de la gestion de l'antenne de Sétif, Ibrahim Meziane Cherif.

L'antenne locale de la Cnac a financé 164 projets d'investissement durant l'année 2018 pour un

montant total de 868 millions de dinars ce qui a permis de générer 426 postes d'emploi, selon la même source.

Avec 102 dossiers avalisés durant cette période, le secteur agricole se taille la part du lion des projets financés par le biais de dispositif, suivi du secteur de l'industrie avec 22 projets, l'artisanat, 16 projets et pour finir les services avec 15 projets.

Concernant la formation des

jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat, la Cnac-Sétif a organisé en 2018 pas moins de huit sessions de formation au profit de 110 demandeurs d'emplois diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Dans ce même contexte, 10 autres sessions de formation sur la création et la gestion de PME ont été organisées durant cette même période au bénéfice de 184 jeunes porteurs de projets, selon

le même responsable. M. Meziane Chérif a révélé que le taux de recouvrement des créances a atteint 67% en 2018, ce qui va permettre, selon lui, de nouveaux projets dans les années à venir.

Il est à noter que l'âge limite pour bénéficier des facilitations et avantages accordés par le dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) est passé de 50 à 55 ans.

H. T.

Algérie/Roumanie Concertation sur la coopération industrielle

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a reçu hier à Alger une délégation de la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie, conduite par le président de cet organisme, Mihai Daraban, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les possibilités de coopération entre l'Algérie et la Roumanie, notamment dans les secteurs industriel et minier.

A cet effet, M. Yousfi a exprimé le souhait de l'Algérie de bénéficier de l'expérience roumaine dans différents domaines comme la chimie, les mines et la sous-traitance automobile.

Pour le ministre, la Roumanie «possède un savoir-faire et une expérience avérés dans ces secteurs qui peuvent aider l'Algérie à développer ces créneaux».

De son côté, M. Daraban a affiché l'intérêt des entreprises roumaines pour le marché algérien tout en affichant la disponibilité des entreprises adhérentes à sa chambre à collaborer avec les entreprises algériennes dans ces secteurs, note le ministère.

Les deux parties ont ainsi convenu d'organiser des rencontres d'affaires périodiques afin d'examiner les opportunités de partenariat entre les opérateurs algériens et leurs homologues roumains.

Par ailleurs, le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi, a reçu hier une délégation de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), indique un communiqué du ministère.

Les deux parties se sont entretenues sur les conditions à mettre en oeuvre pour instaurer une coopération technique durable et efficace entre l'Algérie et le Japon à même de renforcer les capacités de l'industrie nationale dans un contexte marqué par la volonté de l'Algérie à diversifier son industrie et le développement de ses performances.

Farid D.

●●●

L'octroi de crédits continue souvent à être tributaire de certaines garanties qui, ailleurs, sont jugées désuètes. Dans l'optique des réformes générales auxquelles sont censés être soumis les différents axes de l'économie nationale, le secteur bancaire sera appelé, par-delà les règles prudentielles légitimement exigées des partenaires économiques, à savoir prendre le risque avec l'investisseur. Un risque mesuré. Voilà tout le défi des nouvelles performances attendues des établissements financiers destinés à accompagner les actes d'investissement par la mobilisation des crédits.

Les retards et déficits actuellement constatés dans ce domaine, et les autres considérations liées au contexte particulier

d'évolution de l'entreprise algérienne, ont fait que la relation banque-entreprise ne bénéficie pas encore de la fluidité qui est censée s'appuyer sur la logique du gagnant-gagnant.

Obligation de performance

L'une des entraves que l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a tenu à mettre en relief en tant que danger menaçant la permanence de l'acte de financement de l'investissement, demeure la solvabilité des entités économiques auquel il s'adresse. En effet, le taux de non-remboursement des crédits avait atteint, il y a quelques années, 25% du montant global, situation faisant souvent suite à la banqueroute ayant affecté les entreprises bénéficiaires de crédits. En

chiffres absolus, cela correspond à 100 milliards de dinars.

Les lourdeurs et les entraves qui grèvent les opérations de financement de l'économie sont principalement liées à la nature de l'investissement, à la stratégie de développement adoptée par l'entreprise - y compris l'étude du marché, des inputs et des output - ainsi qu'à l'action managériale mise en branle pour la gestion à court, moyen et long terme. C'est, en résumé, de la solvabilité de l'entreprise qu'il s'agit. Néanmoins, le contenu accordé à ce concept a largement évolué de par le monde. Auparavant, la solvabilité était réduite à des cautions précises ou à la mise en gage mobilière ou immobilière pouvant garantir le remboursement du crédit. Aujourd'hui, à l'échelle des personnes

morales (sociétés, entreprises et d'autres entités), ce genre la solvabilité se base aussi sur la faisabilité, la rentabilité et de la pertinence du projet à financer, d'une part, et le souci de la bonne gestion de l'entreprise qui sollicite le financement, d'autre part. Les facilitations que le gouvernement met en branle pour les entreprises dans leur relation avec la banque sont-elles à même d'induire de nouveaux comportements en matière d'investissements et de management des entreprises ? A son tour, «la réforme de la gouvernance des banques doit constituer un axe majeur de la réforme bancaire escomptée, guidée par les principes d'autonomie, d'efficacité et d'obligation de performance», soutient le gouverneur de la Banque d'Algérie.

S. T.

Après avoir atteint des records

La Chine dit avoir réalisé son objectif de réduction de la dette

La Chine a atteint son objectif de réduction de la dette, mais continuera de sévir contre les moyens de financement plus risqués ou illégaux afin de prévenir des risques financiers systémiques, a déclaré hier la commission de régulation des secteurs bancaire et de l'assurance.



Les efforts du gouvernement pour soutenir l'activité ont ravivé les inquiétudes des investisseurs sur les niveaux d'endettement du pays. Le crédit bancaire a atteint de nouveaux records en janvier, mais le niveau des créances douteuses a aussi augmenté et les faillites d'entreprises sont au plus haut. Même si Pékin réaffirme qu'il n'est pas question d'ouvrir à nouveau les vannes en grand comme lors de la crise financière mondiale, les économistes jugent vital d'encourager la croissance du crédit afin de contenir le ralentissement de l'économie.

«Après deux années d'efforts, divers désordres financiers ont été efficacement limités», a déclaré Wang Zhaoxing, vice-président de la Commission chinoise de régulation de la banque et de l'assurance (CBIRC), lors d'une conférence de presse à Pékin.

«Cela fait mentir les prédictions à l'étranger d'une croissance «barbare» de la finance parallèle et d'une surchauffe du marché immobilier qui pourraient conduire à des risques financiers systémiques et des crises en Chine».

La Chine n'a jamais révélé d'objectif spécifique pour sa campagne de maîtrise de l'endettement et ne publie pas de statistiques globales sur le sujet.

Mais des documents fournis par la commission de régulation montrent que le niveau d'endettement de l'économie s'est stabilisé en 2018 après une croissance moyenne de plus de 10% au cours des années précédentes.

«Notre niveau d'endettement est fondamentalement stable. C'est un accomplissement formidable», a déclaré Zhou Liang, un autre vice-président de la CBIRC.

Depuis la dernière phase de ralentissement économique en 2015, les autorités se sont efforcées de combattre les moyens de financement les plus risqués et d'empêcher une hausse explosive de la dette susceptible de menacer la stabilité bancaire de la deuxième économie mondiale.

Mais la pression réglementaire croissante a fait monter les coûts d'emprunt l'an dernier et compliqué l'accès au crédit des petites entreprises, ce qui a contribué au ralentissement de l'économie et incité le pouvoir à remettre l'accent

sur le soutien à la croissance.

Les faillites d'entreprises ont atteint un record en 2018 et le ratio de créances douteuses des banques est à son plus haut depuis 10 ans; malgré tout, le gouvernement a maintenu la pression sur les grandes banques commerciales afin qu'elles continuent de prêter aux entreprises confrontées à des difficultés «temporaires».

LES BANQUES PRIÉES DE PRÊTER PLUS AUX PME

Dans un communiqué publié hier, la CBIRC dit avoir ordonné à toutes les banques du pays d'accroître fortement leurs crédits au secteur privé. Les grandes banques contrôlées par l'Etat, en particulier, sont priées d'augmenter de plus de 30% leurs prêts aux petites et moyennes entreprises (PME).

Le secteur privé compte pour plus de la moitié de la croissance économique chinoise et réalise l'essentiel des créations d'emplois, mais les entreprises ont plus de difficultés à obtenir des prêts en raison de la campagne

contre la finance parallèle (shadow banking), l'une de leurs principales sources de financement.

Les banques chinoises, jugeant le risque crédit plus élevé chez les PME, préfèrent prêter aux gros groupes soutenus par l'Etat. Les pratiques discriminatoires dans l'attribution de crédits seront désormais interdites, indique la CBIRC dans son communiqué. Pour sévir contre l'expansion «rampante et aveugle» des établissements financiers, le régulateur a ciblé des pratiques à risque comme le recours excessif aux prêts interbancaires ou à la finance parallèle, moins régulée.

Il demande aussi aux banques de se débarrasser plus rapidement de leurs créances douteuses et encourage les entreprises à convertir leur dette en actions pour assainir leur bilan.

Le montant des actifs à haut risque a été réduit d'environ 12 000 milliards de yuans (1 581 milliards d'euros) en deux ans et les banques se sont délestées de 3 480 milliards de yuans de prêts non performants, a précisé la commission.

Elles ont signé dans le même temps des accords de conversion de dette de plus de 2 000 milliards de yuans, même si les modalités de beaucoup de ces arrangements restent opaques.

En 2017, le Fonds monétaire international (FMI) avait estimé que l'endettement total de la Chine, hors secteur financier, atteindrait près de 300% de son produit intérieur brut (PIB) en 2022, contre 242% en 2016.

Dans un rapport publié l'an dernier, l'agence de notation S&P Global Ratings décrivait l'endettement caché des administrations locales chinoises, d'un montant susceptible d'atteindre 40 000 milliards de yuans, comme un iceberg de la dette avec des risques crédit titanesques.

En tenant compte de ces créances hors bilan des administrations locales, le ratio dette/PIB de la Chine pourrait avoir atteint un niveau «alarmant» de 60% en 2017, selon S&P.

Reuters

Bahreïn

Des peines de prison contre des membres de la famille d'un opposant

La justice bahreïnienne a confirmé lundi la condamnation à des peines de prison contre trois membres de la famille d'un opposant, a rapporté des médias locaux citant un groupe d'opposants.

La Cour de cassation de Bahreïn, la Cour suprême du Royaume, a confirmé la condamnation à trois ans de prison contre des membres de la famille du dissident Sayed Ahmed Alwadaei, responsable du Bahrain Institute for Rights and Democracy, un groupe d'opposition basé à Londres. La belle-mère de M. Alwadaei, Hajer Mansoor Hassan, le beau-frère, Sayed Nizar Alwadaei, et son cousin, Mahmood Marzooq Mansoor, avaient été arrêtés en mars 2017 et condamnés en octobre de la même année pour avoir posé une «fausse bombe». La Cour de cassation a également confirmé la peine de mort contre deux individus reconnus coupables d'un attentat à la bombe en 2015 ayant tué deux policiers dans le village de Sitra, selon une source judiciaire. Bahreïn, est en proie à des troubles sporadiques depuis 2011, revendiquant des réformes politiques. R. N.

Corée du Sud

Le président souhaite le succès du deuxième sommet Kim-Trump

Le président sud-coréen, Moon Jae-in, a exprimé hier son souhait de voir réussir le deuxième sommet entre le dirigeant suprême de la Corée du Nord, Kim Jong Un, et le président des Etats-Unis, Donald Trump.

«Nous souhaitons le succès du sommet en gage de notre soutien aux deux dirigeants», a indiqué M. Moon lors d'une réunion avec ses hauts secrétaires, selon la Maison Bleue. Il a félicité M. Trump pour «ses efforts diplomatiques novateurs et audacieux visant à la paix dans la péninsule coréenne», tout en applaudissant la volonté de M. Kim d'avancer vers l'avenir. Le président sud-coréen a tenu ces propos deux jours avant le deuxième sommet prévu entre MM. Kim et Trump, à Hanoi, la capitale vietnamienne. Leur premier sommet avait eu lieu en juin 2018, à Singapour. Selon lui, le succès du sommet Kim-Trump serait «une occasion décisive pour résoudre la menace de guerre et d'autres problèmes de sécurité dans la péninsule coréenne, ainsi que pour nous permettre de progresser vers l'ère d'une économie axée sur la paix».

Il a promis de faire tout son possible pour suivre la voie de la dénucléarisation, de la paix permanente et de la prospérité mutuelle. H. T.

AFP

Brexit

Un délai supplémentaire serait une solution «rationnelle», estime Tusk

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a estimé hier qu'un délai supplémentaire pour le Brexit, au-delà de la date limite du 29 mars, serait une solution «rationnelle» pour Londres.

«Je pense que, compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons, un délai supplémentaire serait une solution rationnelle», a estimé M. Tusk lors d'une conférence de presse à Charm el-Cheikh (Egypte), au premier sommet des chefs d'Etats de la Ligue arabe et de l'Union européenne.

Mais «la Première ministre Britannique, Theresa May, pense toujours qu'elle pourra éviter ce scénario», a-t-il ajouté.

Mme May, qui a différé dimanche «d'ici au 12 mars» un vote des députés britanniques sur l'accord de Brexit, veut se donner plus de temps pour tenter de renégocier le texte avec Bruxelles avant la date-butoir actuelle du 29 mars. Elle avait précédemment indiqué se laisser jusqu'à aujourd'hui pour trouver une issue sur le Brexit.

Mme May, qui participe au sommet de Charm el-Cheikh, a eu plusieurs échanges sur la question avec ses partenaires européens dimanche et lundi.

Elle a également rencontré M. Tusk ainsi que le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker.

Au cours de la conférence de presse hier, ce dernier a simplement assuré : «Nous faisons de bons progrès».

Depuis le rejet massif de l'accord de divorce par les députés britanniques en janvier, Theresa May tente de renégocier avec Bruxelles une nouvelle version du texte susceptible de rallier une majorité parlementaire. Sans succès jusqu'à présent.

Elle souhaite obtenir des «changements contraignants» au «filet de sécurité» (ou backstop en anglais), une disposition décriée au Royaume-Uni censée garder ouverte la frontière en Irlande après le Brexit.

AFP

Commission de la femme arabe

Appel à un consensus arabe sur la mise en oeuvre de la déclaration de Pékin

Les délégations arabes participantes à la 38^e session de la Commission de la femme arabe, tenue dimanche à Alger, ont plaidé pour «un consensus arabe» autour d'une déclaration unifiée sur le taux de mise en oeuvre de la déclaration et le programme d'action de Pékin après 25 ans.



Placée sous le thème «La protection sociale pour l'autonomisation de la femme», la 38^e session de la Commission de la femme arabe, présidée par Alger sous l'égide de la Ligue arabe, a mis en avant l'impératif de parvenir à «un consensus arabe» donnant lieu à une déclaration unifiée sur le taux de mise en oeuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing après 25 ans, afin de la présenter devant la 64^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW64), prévue en mars 2020.

Les participants ont égale-

ment appelé à la nécessité de trouver des canaux transparents pour la promotion de l'échange des expériences et des expertises arabes en matière de protection de la femme et de ses droits, tout en plaidant pour la conjugaison des efforts et des vues arabes lors des réunions des organes et des organisations internationaux et régionaux consacrées à la condition de la femme, outre la coordination et la collaboration avec ces organisations.

Il s'agit aussi d'un appel à la révision et l'actualisation des cadres réglementaires arabes pour être au diapason des exigences internationales

des pays arabes et des résolutions du Conseil de sécurité relatifs à la femme, à la sécurité et à la paix, a précisé la déclaration. Les délégations arabes demeurent convaincues que «l'autonomisation et la promotion de la femme, outre le renforcement de ses capacités et sa protection contre tout type de discrimination, de marginalisation, d'exploitation et de violence, constitue le meilleur moyen permettant la stabilité des pays arabes et la réalisation de la paix et du développement», a indiqué la même source.

Outre sa résistance héroïque face à la colonisa-

tion, la déclaration a affirmé, encore une fois, le soutien et l'appui devant être portés à la femme palestinienne qui défend sa patrie et son honneur.

La Journée mondiale du vivre-ensemble en paix, adoptée par l'ONU sur initiative de l'Algérie, doit être, non seulement célébrée, mais aussi liée à la lutte contre la discrimination et la violence faites aux femmes, ainsi qu'à l'appui collectif à la proposition de Tunis relative à la consécration «d'une journée pour la célébration de l'image de la femme et de l'enfant dans la presse».

K. M.

Agence nationale des déchets Elargissement du tri sélectif dans 19 wilayas

L'Agence nationale des déchets (AND) a réussi, jusqu'à présent, à élargir le tri sélectif des déchets dans 19 wilayas en attendant la généralisation graduelle de cette expérience à l'ensemble du territoire national, a indiqué, M. Hamid Allab, représentant de cette instance publique.

«L'AND s'est lancée depuis 2013 à la concrétisation de l'expérience du tri sélectif de déchets au niveau de nombre de quartiers pilotes répartis sur plusieurs wilayas avant d'élargir cette opération, qui concerne également 19 wilayas dont Alger, Oran, Bordj Bou Arréridj et Blida», a fait savoir M. Allab dans une déclaration à l'APS en marge des travaux d'une journée d'études sur «Le tri sélectif des déchets» organisée à l'université Saâd Dahlab.

Évaluant cette expérience pilote visant la valorisation des déchets ménagers ainsi que la facilitation de son recyclage, le même responsable a affirmé que le taux enregistré variait d'un quartier à un autre, citant la cité des Bananiers (Alger) qui a réagi positivement à cette opération, tandis qu'aucun résultat n'a été réalisé dans d'autres quartiers.

Pour garantir la réussite de cette nouvelle expérience, l'AND oeuvre à intensifier les campagnes de sensibilisation, tant au niveau des agglomérations, qu'au niveau des établissements éducatifs et universités dans le but de mettre en évidence l'importance du tri sélectif et ses avantages en termes de préservation de l'environnement, notamment en ce qui concerne le soutien à l'économie nationale. Hichem Hirèche, directeur commercial d'une société privée spécialisée dans le recyclage et la transformation des produits en plastique, a affirmé que 90% des opérations de récupération étaient prises en charge par des collecteurs privés et 10% seulement par les Centres d'enfouissement technique (CET).

Relevant que l'obstacle majeur entravant le développement de cette entreprise, qui procure 100 postes d'emploi direct et 500 indirects, était l'opération de récupération des produits en plastique, M. Hirèche a souligné, que le tri sélectif contribuera grandement à l'augmentation du taux de production, d'autant que cette entreprise couvre le marché national et des marchés européens à l'image de la France et l'Espagne.

Deux clubs scientifiques relevant de l'université Saâd Dahlab (Blida) ont lancé, à ce titre, un projet-pilote relatif à la distribution de bennes pour les déchets au titre de l'opération de tri sélectif au niveau des résidences universitaires, en attendant son élargissement à l'ensemble des universités à l'avenir et ce, avec l'appui de l'Agence nationale des déchets et de l'entreprise publique Mitidja Nadhafa.

G. F.

Toxicomanie

22 000 jeunes suivent une cure de désintoxication

Quelque 22 000 jeunes, à l'échelle nationale, suivent une cure de désintoxication dans les centres ouverts à cet effet, a annoncé, dimanche à Tipasa, le professeur Mohammed Chekali, directeur adjoint de la santé mentale au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le responsable qui s'exprimait lors d'une rencontre organisée par la direction locale de la santé à l'occasion de la Semaine maghrébine de la santé scolaire et universitaire au niveau de l'hôpital psychiatrique de Nador, a expliqué que sur 22 000 toxicomanes pris au niveau des 42 centres ouverts sur le territoire national, on retrouve les différentes catégories d'âge et de classes sociales.

Il a rappelé que l'Algérie a adopté une stratégie nationale de

lutte contre la toxicomanie portant, entre autres, sur l'élargissement du réseau des centres de désintoxication pour le porter prochainement à 53 unités, la formation de 30 médecins spécialisés dans le traitement de la toxicomanie et l'organisation de sessions de formation continue de courtes durées au profit des médecins généralistes afin qu'ils puissent prendre en charge certains cas.

Cette stratégie prévoit également la coordination avec d'autres secteurs en vue de créer des conditions sociales favorables qui éloigneraient les jeunes du monde de la drogue à travers, notamment la lutte contre la déperdition scolaire et la désintégration de la cellule familiale et l'encouragement de la pratique du sport de proximité et scolaire, a-t-il rappelé.

Une étude réalisée en 2016 par

l'Office national du lutte contre les stupéfiants, a été présentée lors de cette rencontre par l'ancien directeur général par intérim, Abdenouri Salah. Elle a porté sur un échantillon de 12 000 élèves des cycles moyen et secondaire.

Selon l'enquête, la plus récente sur le sujet, un scolarisé sur cinq, au niveau national, consomme de la drogue.

Elle a concerné 426 établissements scolaires répartis sur 46 wilayas et ciblé des élèves de la tranche d'âge allant de 15 à 17 ans qui ont répondu à un questionnaire composé de 119 questions directes relatives à l'ampleur de la consommation de tabac et des drogues.

Les résultats de cette étude ont révélé que le phénomène de consommation de tabac et de drogue est une réalité en milieu

scolaire et touche les deux sexes. La drogue la plus consommée est le cannabis, suivi des produits hallucinogènes et des substances psychotropes. 18% de l'ensemble des scolarisés, soit un total de 387 000 élèves fument du tabac.

La consommation de tabac est l'un des comportements principaux qui conduisent à la prise d'autres drogues, a-t-on ajouté, en soulignant dans cette même étude, que 66 731 élèves se droguent et 49 626 ont consommé de l'alcool au moins une fois, alors que 48 148 autres ont pris des substances psychotropes dont 23 000 avaient consommé de l'ecstasy.

Toutefois, ce problème n'a pas atteint un niveau alarmant et il est encore possible de le contrôler, a indiqué M. Abdenouri.

Bien que cette étude réfute les chiffres alarmants avancés par cer-

taines parties, elle n'a pas manqué de susciter les préoccupations des professionnels de la santé quant aux risques sur la santé mentale des scolarisés, a observé le chargé du programme de santé scolaire au ministère de la Santé, qui a souligné l'importance de la sensibilisation au niveau de la famille, qui peut jouer un rôle principal dans la lutte et la prévention de ce phénomène, a-t-il dit.

Il a également insisté sur le rôle des 2 000 unités de soins ouvertes dans des établissements scolaires, dans le travail de sensibilisation sur les dangers de la consommation de drogue et du tabagisme en soulignant l'importance de la mise en place d'un programme de sensibilisation impliquant les différents secteurs concernés.

Bilal L.

Ouargla

Plus de 14.100 nouvelles places de formation

Pas moins de 14.185 nouvelles places de formation, toutes formules confondues, sont offertes dans la wilaya d'Ouargla au titre de la rentrée de la formation professionnelle (session de février 2019), a-t-on appris auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).



Ces postes sont répartis sur les modes de formation par apprentissage (7.645 places), la formation résidentielle (3.000 places), la formation qualifiante (2.333), la formation de la femme au foyer (253), la formation passerelle (186) et les cours du soir (668), a-t-on précisé. La nomenclature de formation a été étoffée pour cette session de cinq (5) nouvelles spécialités de formation versées dans l'entretien des systèmes automatiques et mécaniques, le transit et dédouanement, l'hôtellerie et la restauration, la sculpture et la marbrerie.

Par souci de répondre aux besoins du marché local de l'emploi et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, la DFEP s'emploie à l'encouragement, en coordination avec les opérateurs économiques et les

entreprises locales, de la formule de formation par apprentissage, en vue de permettre aux stagiaires d'acquérir des compétences professionnelles leur ouvrant l'accès au monde du travail.

Cette session a été marquée par le lancement de cours de formation au niveau du nouveau centre de formation de Zaouïa El-Abidia, dans la wilaya déléguée de Tougourt, et de l'institut de l'enseignement professionnel d'Ouargla, a-t-on ajouté.

Des promotions fortes de 9.320 inscrits sont sorties l'année dernière des établissements de la formation à travers la wilaya d'Ouargla, rappelle-t-on à la DFEP.

La cérémonie d'ouverture de la nouvelle session de formation, tenue au CFPA «Chenine Kaddour» à Ouargla, en présence des autorités de la wilaya, a donné lieu à une

exposition sur les activités professionnelles ouvertes au niveau d'établissements de formation et sur les dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes.

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya d'Ouargla dispose de 20 centres de formation, cinq (5) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, un institut de formation et d'enseignement professionnels en génie-pédagogique et perfectionnement, un centre régional d'enseignement professionnel à distance, ainsi que 18 établissements privés agréés et 16 internats d'une capacité total de 1.560 lits auxquels s'ajouteront 360 autres lits avec l'ouverture prochaine de deux structures similaires dans la wilaya déléguée de Tougourt.

K. M.

Ghardaïa

Lancement prochain des travaux de réhabilitation de l'hôtel M'Zab

Des travaux de réhabilitation et de mise à niveau de l'hôtel M'Zab (ex les Rostémides) de Ghardaïa seront lancés au courant de mars prochain, a annoncé, à Oran, le Directeur général de l'Entreprise de gestion touristique de Ghardaïa relevant du groupe public «Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme».

Cet hôtel prestigieux, fermé depuis 1994, sera réceptionné en novembre prochain avec l'installation de nouveaux équipements, a indiqué, à l'APS, Abdelhak Bousmaha, en marge de la 10ème édition du Salon international du tourisme «SIAHA 2019».

Bâti sur un ex fort militaire, puis transformé en hôtel, en forme d'un bateau échoué, grâce au concours du célèbre architecte

Pouillon qui lui a donné une nouvelle identité en cohérence urbaine avec «la perle de l'Oasis», l'hôtel M'Zab doté de 154 chambres, était connu dans le passé pour être très prisé par les touristes, notamment européens, a-t-il rappelé.

Le responsable a fait savoir également que l'hôtel «Marhaba» de Laghouat, dont les travaux sont en cours de rénovation, sera livré en mai prochain.

Une vingtaine de contrats ont été signés, lors du salon «Siaha», avec des organisations et associations de jeunes en quête d'une destination de rêve, selon la même source, qui a fait état d'une nouvelle offre promotionnelle spéciale de son groupe: un week-end à Ghardaïa de 3 jours dont deux

nuitées pour deux personnes à 16.000 DA, toute taxe comprise (TTC).

Le groupe «Hôtellerie, Tourisme et thermalisme», fort de 17 filiales, dispose de 70 établissements hôteliers implantés à travers le territoire national.

La 10e édition du Salon international du tourisme, dont la clôture est prévue jeudi, a été marquée par la présence de plusieurs pays dont la Tunisie, la Turquie, le Maroc et l'Italie, outre les opérateurs économiques nationaux venus nombreux présenter leurs produits ou encore leurs prestations au grand bonheur des visiteurs qui ont retrouvé la joie dans cet espace qui a drainé des milliers de visiteurs.

K. M.

Oran

Un concours culinaire au salon international du tourisme "SIAHA 2019"

■ Un concours culinaire a été organisé par le club «Artisan Boulanger», à l'occasion de la 10e édition du Salon international du tourisme, des voyages, des transports, des équipements et des services pour hôtels et restauration «SIAHA 2019», qui se déroule du 21 au 24 février au Centre des Convention d'Oran (CCO) «Ahmed Benahmed».

Selon le vice-président du club «Artisan Boulanger», Nasri Ayachi, 40 candidats, entièrement pris en charge par le club, venus de différentes wilayas du pays, participent à ce concours culinaire sur la cuisine algérienne, turque, tunisienne syrienne et égyptienne.

Les 40 candidats, qui ont subi un test de sélection, doivent montrer, durant le concours, leurs aptitudes culinaires dans trois catégories, à savoir la cuisine des pays mentionnés, les gâteaux traditionnels et la pâtisserie moderne, a déclaré la même source, ajoutant que les candidats peuvent participer dans les trois catégories ou dans une ou deux catégories de leur choix.

Un jury composé de chefs algériens, syriens, turcs, et égyptiens supervisent le concours et rendront leur verdict à la fin du salon SIAHA, a fait savoir la même source, signalant que les trois premiers lauréats du concours seront récompensés par des cadeaux et des diplômes. A noter que le concours culinaire est organisé avec l'appui de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran. Le salon «SIAHA 2019» est organisé par l'agence de communication «ASTRA» sous le thème «L'Algérie, une destination touristique par excellence, Oran, nouveau pôle d'investissement touristique et hôtelier».

H. D.

Pour améliorer la formation professionnelle à Mila Signature de trois conventions de partenariat

■ La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Mila a signé dimanche trois conventions de partenariat avec de partenaires locaux en vue d'améliorer la formation et l'intégration professionnelle des apprenants, à l'occasion de la rentrée de la session du mois de février 2019.

Ces conventions de partenariat ont été signées avec l'entreprise publique locale de gestion des centres d'enfouissement technique en vue d'embaucher les diplômés du secteur dans le domaine de la collecte et le tri des déchets, le Complexe Industriel et commercial de Beni Haroun relevant de la filiale céréales Constantine et l'Assemblée populaire de Hemmala pour former la femme rurale, selon la directrice locale du secteur, Mme. Samira Belmadjet.

Donnant le coup d'envoi de la deuxième session de la rentrée professionnelle à partir du centre de formation professionnelle les chahid Ahmed et Tayeb Boukezoula de Grarem Gouga, Mme. Belmadjet a indiqué que pas moins de 4438 nouveaux stagiaires ont rejoint dimanche les bancs des 16 établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Mila.

Selon la même responsable, 109 spécialités dont 5 nouvellement introduites sont proposées dans la wilaya de Mila au titre de cette deuxième session de la formation soulignant que 280 enseignants sont chargés d'encadrer les apprenants répartis à travers les 14 centres de formation professionnelle de la wilaya et l'institut national spécialisé et de son annexe.

Fait marquant de cette deuxième session de la rentrée professionnelle, près de 68% des nouveaux stagiaires ont opté pour la formation par apprentissage, taux que dépasse l'objectif de 60 % que s'est fixé le ministère de tutelle, a-t-on précisé de même source.

H. T.

CONFLITS

Mahmoud Abbas, président palestinien

«Il faut aboutir à un mécanisme pour relancer les négociations»

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a appelé à l'organisation d'une conférence de paix internationale avec la coopération des pays arabes et européens pour aboutir à un mécanisme multilatéral international permettant de relancer les négociations pour mettre fin à l'occupation israélienne et l'instauration de la paix et la sécurité pour tous.



S adressant au Sommet Ligue arabe/Union européenne, dimanche à Charm el Cheikh, le président palestinien a affirmé que «seule l'initiative arabe de paix publiée en 2002 pourrait réaliser la paix». Il a déclaré, dans ce contexte, que «parler de l'accord du siècle ou de tout projet non fondé sur les résolutions de la légitimité internationale n'aboutirait pas, tant qu'il ne déboucherait pas sur un Etat palestinien indépendant et souverain, El Qods sa capitale».

M. Abbas a, en outre, exhorté l'Union européenne et ses Etats membres à prendre des mesures «concrètes pour instaurer la paix, en commençant par confronter le projet colonial israélien dans le territoire occupé et en consolidant la vision d'une

solution à deux Etats comportant des mesures politiques et juridiques irréversibles, notamment la reconnaissance par les Etats membres de l'UE de l'Etat de Palestine et l'adhésion de la Palestine en tant que membre à part entière au sein des Nations unies».

Il a également appelé les pays de l'UE à «activer l'article 2 de l'accord de partenariat euro-israélien de 1995 et à juger la question de la déduction par Israël des fonds des taxes palestiniennes, ainsi que des questions liées aux violations des droits de l'homme».

M. Abbas a également appelé «les pays arabes et européens à préserver l'équilibre du budget palestinien, afin que nous puissions faire face aux actions israéliennes contre notre peuple», exprimant l'espoir que l'UE aiderait à

«organiser et à surveiller» les élections législatives en Cisjordanie, à El Qods-Est et dans la bande de Gaza.

«Les mesures illégitimes du gouvernement israélien ont abouti à la démolition des structures palestiniennes construites avec un financement européen et ont entravé la mise en oeuvre de l'accord de partenariat euro-palestinien signé en 1997, a-t-il déploré, appelant l'Union européenne à «définir sa relation avec Israël en fonction de son attachement aux principes du processus de paix aux frontières de 1967 et aux principes des droits de l'homme et du droit international».

«L'administration américaine actuelle encourage Israël à agir en tant qu'Etat supérieur à la loi et à le protéger de toute impunité, elle n'est donc pas qua-

lifiée pour jouer le rôle de médiateur dans le processus de paix», a-t-il insisté, affirmant que le rôle européen «équilibré et engagé du droit international, qui avait toujours joué un rôle important dans l'instauration de la stabilité et de la paix dans notre région, n'est plus suffisant».

«Il est temps que les pays européens qui n'ont pas encore reconnu l'Etat de Palestine le fassent, ne pas reconnaître le droit du peuple palestinien à l'indépendance dans son propre Etat, est contraire à vos valeurs et aux principes européens», a-t-il indiqué.

Il a enfin réaffirmé que le peuple palestinien «ne disparaîtra pas de son existence et restera inébranlable sur son territoire, construira ses institutions publiques et poursuivra sa lutte légitime pour la liberté et l'indépendance».

Bilal L.

Irak

Le président discute de la reconstruction de Mossoul à l'Unesco

Le président irakien, Barham Saleh, discutait hier au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) du projet de reconstruction de la ville irakienne de Mossoul libérée des groupes terroristes.

C'est la première fois qu'un président irakien se rendait au siège de l'Unesco, un «symbole fort de l'engagement de l'organisation en Irak», notamment pour la reconstruction du patrimoine historique de Mossoul, deuxième ville du pays, a-t-on indiqué de source diplomatique à l'Unesco.

L'Unesco a rassemblé plus de 100 millions de dollars, notamment auprès des Emirats arabes unis, premier donateur, de l'Union européenne et du Japon, pour son initiative «Faire revivre l'esprit de Mossoul». Ce projet ambitieux sur «cinq à 10 ans», le plus important jamais porté par l'organisation, doit désormais passer à la «phase de mise en oeuvre», ce qui reste compliqué dans une cité encore encombrée de mines et de ruines, souligne-t-on à l'Unesco. L'organisation entend aussi placer l'éducation et la culture au coeur du projet, «en pleine concertation avec le gouvernement irakien».

«C'est seulement en réhabilitant l'héritage culturel commun et en revitalisant la vie culturelle et éducative que les Mossouliotes pourront de nouveau être acteurs du renouveau de leur pays», a déclaré la directrice générale de l'organisation, Audrey Azoulay, dans un communiqué.

Les populations locales seront ainsi formées aux métiers de la restauration du patrimoine historique, un élément-clé pour le succès du projet, insiste-t-on à l'Unesco. Des Irakiens ont posé en décembre la première pierre pour la reconstruction de l'emblématique mosquée Al-Nouri et de son minaret penché.

Après trois ans sous la coupe des groupes terroristes, Mossoul, chef-lieu de la province de Ninive, est revenue sous le contrôle du gouvernement irakien en juillet 2017 au terme d'une très violente bataille, avec l'appui aérien de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. Barham Saleh, qui effectue une visite de deux jours en France, se rendra ensuite à l'Élysée pour un déjeuner avec son homologue, Emmanuel Macron.

Salem M.

Pakistan/Inde

Appel à donner «une chance» à la paix

Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a exhorté son homologue indien, Narendra Modi, à donner «une chance» à la paix.

Cet appel a été lancé sur fond de tensions accrues entre les deux pays voisins après l'attaque-suicide dans le Cachemire sous contrôle indien, laquelle a coûté la vie à plus de 40 soldats indiens. Dans un discours à la nation qu'il a prononcé dimanche, M. Khan a promis que son gouvernement prendrait des mesures si l'Inde pouvait fournir des «preuves concrètes» prouvant que l'attaque contre la Central Reserve Police Force, une force paramilitaire indienne, a été menée depuis le sol pakistanais.

Le Premier ministre pakistanais s'est, par ailleurs, engagé à coopérer à l'enquête sur cette attaque tout en démentant l'implication de son pays dans l'affaire.

H. L.

Syrie

16 blessés après une explosion accidentelle dans un camp de déplacés

S seize personnes ont été blessées après l'explosion accidentelle d'une bonbonne de gaz dans un entrepôt d'un camp surpeuplé de déplacés dans le nord-est de la Syrie, a indiqué dimanche, Misty Buswell, de l'ONG Comité international de secours (IRC) pour le Moyen-Orient.

Situé dans la province de Hassaké, le camp d'al-Hol accueille plus de 45 000 déplacés dans des conditions difficiles, notamment quelque 5 000 personnes évacuées depuis mercredi du dernier réduit du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech) dans la localité de

Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie.

«L'explosion d'une bonbonne de gaz dans le camp d'Al-Hol la nuit de vendredi a provoqué un incendie dans un entrepôt, et l'hospitalisation d'au moins 16 travailleurs, essentiellement souffrant de brûlures de second degré», a affirmé Misty Buswell.

L'incendie a également détruit plus de 200 tentes familiales emmagasinées dans l'entrepôt sinistré avant que le feu puisse être maîtrisé, a ajouté cette responsable de l'IRC.

Le camp accueille des milliers de familles ayant fui depuis 2017 la guerre contre l'EI,

ainsi que des centaines de familles de terroristes étrangers sous la supervision des combattants antiterroristes des Forces démocratiques syriennes (FDS).

«2 000 personnes sont arrivées à al-Hol ce jour, portant à plus de 45 000 la population du camp», a indiqué Misty Buswell. Ces personnes ont été évacuées de Baghouz vendredi. Des milliers de personnes sont arrivées dans le camp au terme de longs trajets dans des conditions très sommaires.

Depuis décembre, le bilan du nombre de personnes décédées lors de ces trajets ou peu après leur arrivée au camp d'Al-Hol est

monté à 78, a précisé Mme Buswell. Les deux-tiers de ces décès sont ceux de bébés de moins d'un an, a-t-elle déploré.

Dans le camp d'Al-Hol, «il y a besoin de manière urgente de tentes supplémentaires, d'articles sanitaires, de médicaments», a souligné le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Les FDS ont exhorté dimanche les gouvernements étrangers à «assumer leurs responsabilités» face à l'afflux de milliers de leurs ressortissants évacués du réduit de l'EI, qualifié de «plus grand défi».



Soudan

Le nouveau Premier ministre prête serment, nouvelles manifestations

Le nouveau Premier ministre soudanais a prêté serment dimanche alors que les manifestants sont une nouvelle fois descendus dans la rue pour réclamer le départ du chef de l'Etat qui a imposé l'état d'urgence à travers le Soudan et limogé le gouvernement.



Mohamed Taher Ela, ancien gouverneur de l'Etat agricole d'Al-Jazira, a prêté serment en tant que nouveau Premier ministre, selon un photographe de l'AFP présent lors de la cérémonie.

Le ministre de la Défense, le général Awad Ibnouf, a lui aussi prêté serment en sa qualité de nouveau premier vice-président après le limogeage de son prédécesseur Bakri Hassan Saleh, un allié de longue date du président Omar el-Béchir et figure influente du régime.

Seize officiers de l'armée et deux du

puissant Service national de renseignement et de la sécurité (NISS) ont prêté serment comme gouverneurs des 18 provinces (Etats) du pays.

Confronté à une contestation déclenchée il y a plus de deux mois par une crise économique qui s'aggrave, le président Béchir a décrété vendredi, dans un discours à la Nation, l'état d'urgence pour une durée d'un an et annoncé "la dissolution du gouvernement aux niveaux fédéral et provincial", affirmant que le pays avait besoin de "gens qualifiés".

Lors de la cérémonie dimanche, il a

affirmé qu'"aujourd'hui s'ouvrirait un nouveau chapitre de l'histoire du Soudan".

"Ce chapitre nécessite des gens extraordinaires comme vous pour diriger (...) afin de garantir la sécurité et la stabilité dans le pays", a ajouté le président, vêtu d'un uniforme militaire.

M. Béchir devrait annoncer prochainement la formation du nouveau gouvernement, après des changements dans les hautes sphères du pouvoir pour tenter de répondre aux manifestations qui secouent le pays.

Le Soudan est depuis le 19 décembre le

théâtre de manifestations quasi quotidiennes déclenchées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, dans un pays en plein marasme économique.

La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant le départ du chef de l'Etat, âgé de 75 ans, qui tient le pays d'une main de fer depuis 1989 et envisage de briguer un troisième mandat en 2020.

"Nous allons réussir"

Les organisateurs de la contestation ont réagi aux mesures annoncées par le président en assurant qu'elles n'empêcheraient pas les manifestants de continuer de réclamer le départ du chef de l'Etat, qui selon des experts fait face à son plus grand défi en trois décennies.

Dimanche encore, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés dans la ville d'Omdourman, voisine de la capitale Khartoum, protestant contre l'état d'urgence annoncé vendredi.

"Nous voulons dire au président que l'état d'urgence ne nous découragera pas", a témoigné Sawsane Bachir à Omdourman. "Notre objectif est de renverser ce régime et nous allons réussir".

Des manifestations ont également eu lieu à Khartoum, dans les quartiers de Chambat et Burri, où les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule, selon des témoins.

Depuis le début de la contestation, les manifestations ont été sévèrement réprimées à travers le pays. Selon un bilan officiel, 31 personnes sont mortes depuis le 19 décembre. L'ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre de 51 morts, dont des enfants et des personnels médicaux.

Pour International Crisis Group (ICG), la situation pourrait empirer avec l'imposition de l'état d'urgence.

"Béchir va concentrer les pouvoirs et cela va ouvrir la voie à une confrontation avec le mouvement de protestation qui pourrait devenir plus violente", craint Murithi Mutiga, de l'ICG.

Le nouveau Premier ministre a promis d'œuvrer pour trouver une solution à la crise économique.

"Nous espérons pouvoir offrir des opportunités d'emploi à nos jeunes afin qu'ils puissent réaliser leurs aspirations", a dit M. Ela qui s'adressait aux journalistes après avoir prêté serment.

AFP

Ville sainte de Touba

Les Sénégalais votent sous des tentes

Des files d'électeurs serpentent devant des tentes de toile, dans les rues sablonneuses de Touba (Sénégal). Dans la ville sainte de la grande confrérie des mourides, au statut particulier, les habitants sont depuis longtemps habitués à voter sous des "abris provisoires".

Ville-champignon du centre du pays, reliée à Dakar par une autoroute inaugurée en décembre par le président Macky Sall, Touba s'est développée autour des tombeaux du fondateur du mouridisme à la fin du XIXe siècle, Cheikh Ahmadou Bamba (1853-1927), dit Serigne Touba, et de ses fils et successeurs.

Dans cette ville peuplée aujourd'hui de quelque deux millions d'habitants, rien ne se fait sans l'aval du khalife général. L'Etat y est représenté par la gendarmerie et la police, mais la quasi-totalité des services administratifs sont installés dans la localité voisine de Mbacké.

Faute d'écoles publiques où sont généralement installés les bureaux de vote, sur 601 à Touba pour la présidentielle dimanche, 580 ont été installés dans ces "abris provisoires", une réalité vécue ailleurs à une moindre échelle, comme à Dakar, où des tentes ont été dressées dans certains quartiers pour faire face à l'augmentation des électeurs.

"Nous avons d'énormes difficultés pour avoir des salles de classe, donc ces tentes

font office de bureaux de vote", explique une électrice de Touba, Coumba Niang, vendeuse de fripes âgée de 30 ans.

Lors des législatives de juillet 2017, en pleine saison des pluies, de violents orages tombés sur Touba la nuit précédant le scrutin avaient emporté des tentes et retardé le vote de plusieurs heures. Cette fois, la météo est clémente - un soleil voilé par une brume de poussière - et les opérations de vote ont commencé dans les temps.

"Je suis venu faire la queue depuis ma prière de l'aube (à 06H30 du matin) pour passer vite et aller travailler à mon atelier", explique le premier électeur du bureau n°27, Ousmane Thiam, un soudeur de 47 ans.

Poids des confréries

En fin de matinée, Madické Niang, 65 ans, l'un des quatre rivaux de Macky Sall, s'est glissé dans une des files d'attente.

"J'ai décidé de me mettre en rang sous le soleil parce que je considère que tous les électeurs sont égaux. Je ne peux pas voter avant eux", a confié à l'AFP le doyen des candidats, membre de la confrérie mouride.

Si les confréries religieuses influencent fortement la vie quotidienne des Sénégalais, pays musulman à 95%, et que les candidats de tous bords se sont pressés pour obtenir les bénédictions des chefs religieux pendant la campagne, elles ne déterminent pas for-

cément le choix des électeurs, selon les experts.

Aussi bien Macky Sall que Madické Niang ont débuté leur campagne le 3 février à Mbacké, alors que la région a longtemps été considérée comme un fief de l'ex-président Abdoulaye Wade (2000-2002).

"Je suis venu choisir le président de la République parce que je veux qu'on m'aide dans mes cultures, avec plus de semences et des machines. Je n'ai pas de bourse sociale et je veux qu'on m'assiste", explique Elhadj Ibrahim Thioungane, un cultivateur de 69 ans habillé d'un boubou à parements blancs.

Pour cette élection, Touba n'a pas le monopole des "abris provisoires". Dans un centre de vote de la Scat-Urbam, dans la proche banlieue de Dakar, deux tentes ont également été dressées dans une cour d'école, pour compléter le dispositif.

"C'est parce que le nombre d'électeurs a augmenté, c'est dû aux primo-votants", les jeunes qui ont récemment atteint l'âge de 18 ans et nouvellement inscrits sur les listes, explique à l'AFP le président du bureau de vote n°15, Adama Diallo.

Lors des dernières législatives, le Sénégal comptait 6,2 millions d'électeurs inscrits. Pour cette présidentielle, ils sont 500.000 de plus, selon les statistiques officielles.

AFP

Libye

Plus de 40.000 migrants rapatriés depuis 2015

Plus de 40.000 migrants ont été rapatriés de la Libye depuis 2015 dans le cadre du programme "Retour volontaire" de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

"Quelque 17.500 migrants en situation irrégulière ont pu rentrer dans leurs pays en 2018", a précisé l'OIM dans un rapport publié par les médias libyens, précisant que ces opérations de rapatriement volontaire ont été financées par des fonds assurés par l'Union européenne et l'OIM.

Ces migrants sont originaires de 32 pays d'Afrique et d'Asie, a ajouté le rapport, qui relève que ces chiffres n'incluent pas les migrants pris en charge par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

R. A.

Michael Cohen, ancien gardien des secrets de Trump, va parler au Congrès

L'ex-avocat de Donald Trump, Michael Cohen, déballera-t-il le linge sale ? Menacé par son ancien patron, condamné à de la prison ferme, l'ancien lieutenant repentit témoignera cette semaine au Congrès sur la Russie et les affaires privées du président.

C'est l'attraction politique de la semaine à Washington. A fortiori alors que parallèlement, l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur les liens entre la campagne présidentielle de Donald Trump et la Russie touche à sa fin. Pendant ce temps, le 45^e président américain se trouvera au Vietnam pour un sommet avec Kim Jong Un.

Premier acte, mercredi matin. Les caméras seront braquées sur Michael Cohen, 52 ans, à la Chambre des représentants, récemment repassée sous contrôle démocrate. L'audition sera publique et retransmise en direct par les télévisions, friandes de ces grands moments de l'histoire politique.

Chaque élu interrogera Michael Cohen sur sa connaissance intime, pendant des années, des affaires et machinations du milliardaire. Tout devrait y passer: les finances de l'Organisation Trump, les déclarations d'impôts du promoteur, les comptes douteux de sa fondation, le projet de Trump Tower à Moscou en pleine campagne présidentielle... Et bien sûr les 280.000 dollars que Michael Cohen dit avoir versés à deux femmes, Stormy



Daniels et Karen McDougal, pour acheter leur silence sur leurs liaisons supposées avec le chef.

«Les efforts publics du président et de son avocat pour intimider M. Cohen et d'autres, et les pousser à ne pas témoigner» sont aussi à l'ordre du jour, a dit le président démocrate de la commission concernée, Elijah Cummings.

Second acte, jeudi au Sénat, mais à huis clos cette fois, car le sujet sera encore plus sensible: les contacts entre l'équipe Trump et des Russes durant la campagne de 2016, et une éventuelle collusion pour battre Hillary Clinton dans les urnes. Une collusion démentie continuellement par le vainqueur de l'élection, qui dit faire l'objet d'une «chasse aux sor-

cières».

Trois ans de prison

Ces auditions avaient été reportées plusieurs fois, au motif extraordinaire que Michael Cohen avait dit avoir reçu des «menaces» contre sa famille.

L'ancien fidèle était autrefois prêt à tout pour protéger son patron. Mais, rattrapé par la justice, le «pitbull» s'est repenti et a regretté publiquement d'avoir couvert les «sales coups» et les «crimes» de M. Trump.

Il a plaidé coupable l'an dernier de chefs d'accusation n'ayant rien à voir avec la Russie. Il a été condamné en décembre à trois ans de prison pour fraude fiscale et infraction au code électoral, et sera

incarcéré le 6 mai.

Michael Cohen a cédé à la pression judiciaire sur ces délits annexes et accepté de coopérer avec l'équipe Mueller sur ce qui l'intéresse réellement : l'affaire russe. Et c'est ce qui agite Donald Trump, à en croire le nombre de tweets injurieux visant son ancien lieutenant.

«Je ne pense pas du tout que le président s'inquiète à propos de Michael Cohen», a dit la porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, sur la chaîne de télévision Fox vendredi.

Quant au rapport d'enquête Mueller, sa finalisation est très attendue à Washington. Des médias ont rapporté qu'elle était imminente. Reste à savoir ce qu'en

fera le ministère de la Justice, qui a la tutelle sur l'enquête de Robert Mueller.

Donald Trump a affirmé le 20 février qu'il appartiendrait à son ministre de la Justice, Bill Barr, de décider de rendre le rapport public ou non. Des démocrates craignent qu'il ne soit censuré, expurgé ou «désinfecté».

En ce cas, a prévenu Adam Schiff, président de la commission du Renseignement de la Chambre, les démocrates sont prêts à utiliser les pouvoirs du Congrès pour convoquer Robert Mueller au même endroit, devant une commission, pour témoigner lui-même. Ce qui serait certainement un grand moment de télévision.

AFP

Tirailée entre Russie et UE, la Moldavie sans majorité claire après les législatives

■ Tirailés entre orientation pro-européenne et rapprochement avec Moscou, les Moldaves ont élu un Parlement sans majorité claire, au risque de traverser une nouvelle période d'instabilité, selon les résultats des législatives publiés lundi.

Au lendemain d'un vote marqué par des accusations réciproques de fraudes, les résultats préliminaires de la Commission électorale reflètent les profondes divisions qui affectent depuis des années cette très pauvre ex-république soviétique nichée entre l'Ukraine et la Roumanie.

Si le Parti socialiste du président pro-russe Igor Dodon est arrivé en tête du scrutin proportionnel avec 31,4% des voix, la prise en compte des votes locaux donne le plus grand poids au Parti démocrate du richeissime Vlad Plahotniuc, déjà dominant dans le Parlement sortant.

Arrivé seulement en troisième position à l'échelle nationale (24%), il

obtient 34 députés sur 101, contre 31 pour les socialistes.

Deuxième du scrutin proportionnel, l'alliance pro-européenne ACUM (26%) sera représentée par 23 députés. Les résultats doivent être proclamés à 10h00 GMT par la Commission électorale.

Aucun parti n'obtient donc de majorité absolue tranchant sur l'orientation que compte prendre ce pays partagé depuis des années entre partisans d'un rapprochement avec Moscou, qui ont porté à la présidence en novembre 2016 Igor Dodon, et ceux d'une intégration à l'Union européenne (UE), dont des membres du gouvernement, provoquant des crises politiques à répétition.

Alors que beaucoup des 3,5 millions d'habitants souhaitent le maintien de relations étroites avec Moscou, d'autres veulent suivre l'exemple de la Roumanie, avec laquelle la Moldavie partage une longue histoire ainsi qu'une langue

commune et tournent leurs regards vers l'UE.

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres d'Europe avec l'Ukraine, la Moldavie reste aussi aux prises avec un conflit gelé en Transnistrie, un territoire séparatiste pro-russe qui échappe à son contrôle.

Accusations de fraudes

Outre les trois formations dominantes, le parti de l'homme d'affaires Ilan Shor, condamné à sept ans et demi de prison dans le cadre d'une fraude gigantesque portant sur un milliard de dollars, entre également au Parlement avec 8,5% des voix. M. Shor reste libre en attendant l'examen de l'appel.

La formation d'une coalition disposant d'une majorité parlementaire s'annonce difficile vu les tensions de la campagne, le jour du vote étant marqué par des accusations de fraudes. «Ces élections n'étaient ni

libres, ni correctes, ni démocratiques. C'était les élections les moins démocratiques de l'histoire de la Moldavie», a dénoncé après la fermeture des bureaux Maia Sandu, l'une des principales figures de l'alliance ACUM.

L'alliance ACUM rassemble deux partis favorables à l'entrée dans l'UE et l'Otan et dénonce «l'accaparement» par le Parti démocrate des postes à responsabilité dans la politique, la justice et les forces de l'ordre.

Igor Dodon et Vlad Plahotniuc se sont notamment accusés mutuellement d'achats de voix.

«N'ayez pas peur et ne vous laissez pas soudoyer», a assené le président Dodon devant les caméras après avoir voté à Chisinau, la capitale.

Alimentant le climat tendu des derniers jours de campagne, la police russe a impliqué vendredi Vlad Plahotniuc dans un circuit de blan-

chiment d'argent passé par la Russie qui aurait fonctionné en 2013 et 2014.

Son parti a dénoncé une «ingérence grossière» de Moscou dans le scrutin, alors qu'Igor Dodon, élu en novembre 2016, est considéré comme un allié de Vladimir Poutine.

Entravé dans ses projets de rapprochement avec Moscou par le Parlement et le gouvernement, Igor Dodon a adouci son discours et ne milite plus pour le rejet de l'accord d'association signé entre la Moldavie et l'UE en 2014. Son objectif, désormais, est que son pays puisse «faire du commerce avec la Russie comme avec l'UE».

Cet accord d'association a permis l'ouverture graduelle du marché européen aux produits moldaves, mais a suscité la colère de Moscou qui avait aussitôt imposé un embargo sur les fruits et la viande moldaves.

AFP

Commerce



Trump lève son ultimatum après des «progrès» avec Pékin

A cinq jours de la date butoir, Donald Trump a levé son ultimatum sur le commerce chinois après des «progrès» dans la négociation, relançant l'espoir d'un sommet avec le président chinois pour sceller un éventuel accord.

«**J**e suis heureux d'annoncer que les Etats-Unis ont fait des progrès significatifs (avec la Chine) sur des problèmes structurels importants comme la protection de la propriété intellectuelle, les transferts de technologies, l'agriculture, les services, les changes et de nombreux autres sujets», a annoncé dimanche le président américain sur Twitter.

«En conséquence, je reporterai la hausse des droits de douane qui était prévue pour le 1er mars», a-t-il poursuivi.

Peu après, Pékin a réagi dans des termes identiques, l'agence officielle Chine nouvelle faisant état de «progrès significatifs» et énumérant les mêmes domaines dans lesquels ces progrès ont été enregistrés.

M. Trump, qui ne décolère pas contre l'énorme déficit bilatéral des Etats-Unis (plus de 330 milliards de dollars), n'a pas dit quelle serait la durée de ce nouveau délai de grâce.

Mais lors d'un discours dimanche soir devant les gouverneurs des Etats américains, il a annoncé, «si tout va bien, de très grandes nouvelles dans la semaine qui s'ouvre ou la suivante».

«Il s'agira de loin du plus grand accord commercial jamais conclu. Nous en sommes très proches», s'est-il félicité.

Donald Trump a indiqué une nouvelle fois sur Twitter qu'il rencontrerait son homologue chinois Xi Jinping pour conclure un accord «si les deux parties font des progrès supplémentaires».

Les deux hommes devraient se retrouver sur les terres du président en Floride, dans sa

résidence privée de Mar-a-Lago, à une date qui n'est pas connue. La Chine n'a pas précisé si elle acceptait cette invitation.

A minuit et une minute le 2 mars, les Etats-Unis devaient imposer des droits de 25% sur 200 milliards de dollars d'importations annuelles de produits chinois, déjà taxés à 10%.

Toutefois le président américain avait laissé entendre depuis plusieurs jours qu'il était ouvert à une prolongation de la trêve conclue fin novembre si un véritable accord se dessinait.

Négociations sans interruption

Les négociateurs chinois et américains s'étaient retrouvés mardi dans la capitale américaine pour le quatrième tour de négociations depuis le début de l'année. Les pourparlers - y compris au niveau ministériel jeudi et vendredi - ont été prolongés de deux jours jusqu'à dimanche.

Vendredi, reçu par le président américain, Liu He, le négociateur en chef de Pékin lui avait remis une lettre dans laquelle le président chinois adoptait un ton positif.

Xi Jinping disait espérer que les discussions se poursuivent dans une atmosphère de «respect mutuel, de coopération» et dans un esprit «gagnant-gagnant» pour aboutir à un accord «mutuellement bénéfique».

Peu de détails concrets ont filtré des négociations et c'est le président lui-même qui semble en assurer la médiatisation.

M. Trump avait affirmé vendredi qu'un accord sur la monnaie avait été trouvé - les Américains se plaignent depuis longtemps que

la monnaie chinoise est sous-évaluée - et son représentant pour le Commerce Robert Lighthizer avait évoqué «d'importants progrès» réalisés sur l'épineuse question des transferts de technologie imposés aux entreprises américaines en Chine. Le ministre américain de l'Agriculture avait aussi évoqué l'engagement des Chinois à acheter 10 millions de tonnes de soja. «Ce n'est à l'évidence pas la fin de la négociation, encore moins des tensions sous-jacentes entre les deux pays», observe dans une note Louis Kuijs, spécialiste de l'Asie au cabinet Oxford Economics.

Parvenir à un accord sur la vérification des engagements de Pékin sera difficile, avertit-il.

«Les tensions en matière de technologie, à l'égard de la politique industrielle de la Chine et, plus généralement, de son émergence ne s'apaiseront pas dans un avenir prévisible», souligne l'économiste.

Outre les transferts de technologie, les Etats-Unis reprochent à la Chine d'autres pratiques commerciales «déloyales» et réclament des réformes structurelles pour y mettre fin: respect de la propriété intellectuelle, fin du piratage informatique et des subventions aux entreprises publiques.

L'optimisme affiché par le président devrait aider à soutenir les marchés boursiers dans le monde entier. La Bourse de Shanghai gagnait déjà plus de 5% lundi peu avant la clôture.

La Banque centrale américaine comme le Fonds monétaire international (FMI) ont mis en garde contre les conséquences déléteries qu'une guerre commerciale prolongée pourrait avoir pour la croissance mondiale.

Venezuela : Les Etats-Unis vont annoncer des «mesures concrètes»

■ Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, va annoncer des «mesures concrètes» et des «actes clairs» pour résoudre la crise au Venezuela lors d'une réunion du «Groupe de Lima» prévue lundi à Bogota, la capitale de la Colombie, a déclaré dimanche un haut représentant de l'administration américaine.

Mike Pence doit s'entretenir avec le chef de file de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaidó, reconnu par les Etats-Unis et de nombreux pays occidentaux comme le président légitime du Venezuela.

Cette rencontre intervient après que les forces de sécurité et des miliciens fidèles au président en exercice, Nicolas Maduro, ont violemment repoussé samedi les convois d'aide qui tentaient de franchir les frontières avec la Colombie et le Brésil à l'initiative de l'opposition.

Dans ce contexte de crispation avec ses voisins, Nicolas Maduro a annoncé la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et la Colombie, tandis que les Etats-Unis menacent d'imposer de nouvelles sanctions si l'aide n'est pas livrée.

Juan Guaidó a appelé la communauté internationale à n'écarter aucune option pour libérer le pays.

Le représentant de l'administration américaine n'a pas voulu préciser quelles mesures seraient annoncées par Mike Pence.

«Ce qui s'est passé hier ne va pas nous dissuader de faire entrer l'aide humanitaire au Venezuela», a-t-il souligné, s'exprimant sous couvert d'anonymat devant un petit groupe de journalistes.

Le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, avait annoncé un peu plus tôt sur CNN que de nouvelles sanctions allaient être imposées au Venezuela.

Donald Trump a répété ces dernières semaines que toutes les options étaient envisageables et n'a pas exclu une intervention militaire des Etats-Unis.

Les heurts aux frontières avec la Colombie et le Brésil ont fait près de 300 blessés et au moins trois morts - un parlementaire de l'opposition a parlé de 15 morts à la frontière brésilienne, chiffre que Reuters n'a pas pu vérifier.

«Les événements du jour (samedi) m'obligent à prendre une décision: demander formellement à la communauté internationale que toutes les options soient ouvertes pour garantir la liberté de notre pays qui se bat et qui se continuera à se battre», a réagi Juan Guaidó sur Twitter.

Quant au président colombien Ivan Duque, il a dénoncé dans un tweet «la barbarie et la violence» du gouvernement de Nicolas Maduro et promis que la réunion lundi à Bogota se pencherait sur les moyens de «renforcer le siège diplomatique de la dictature au Venezuela».

Ces menaces ont été accueillies avec une désinvolture affichée par le ministre vénézuélien de l'Information, Jorge Rodríguez, qui a raillé dimanche l'incapacité de l'opposition à faire entrer l'aide humanitaire dans le pays et déclaré pendant une conférence de presse que Juan Guaidó était «une marionnette et un préservatif usagé».

Reuters

AFP

Bangladesh

Enquête sur la tentative de détournement d'avion

Le Bangladesh examinait lundi les procédures de sécurité dans ses aéroports après qu'un homme, un déséquilibré selon les premiers éléments de l'enquête, a tenté de détourner la veille un avion à destination de Dubaï.

Les forces spéciales ont libéré dimanche soir sains et saufs les 148 passagers et membres d'équipages d'un Boeing 737-800 de la compagnie Biman Bangladesh lors d'une opération à l'aéroport de Chittagong (sud), où l'avion en provenance de la capitale Dacca déposait et prenait de nouveaux passagers avant de partir vers les Émirats. Blessé lors de l'assaut, le suspect, un citoyen bangladais âgé de 25 ans, est mort peu après son arrestation. Il disposait d'un billet pour le vol intérieur de Dacca à Chittagong.

Les autorités cherchent à comprendre comment le jeune homme a pu parvenir jusqu'à l'avion avec une arme, dont les premières constatations tendent à indiquer qu'elle était factice. «Une enquête est en cours», a déclaré à l'AFP le directeur de l'autorité de l'aviation civile, le vice-maréchal de l'air Nayeem Hasan.

«Il est virtuellement impossible de violer la sécurité (des aéroports) car le système est conçu par l'OACI», l'Organisation de l'aviation civile internationale, a-t-il dit. Les procédures de sécurité sont de plus régulièrement inspectées par des sociétés étrangères.



Un passager a déclaré à la presse que le pirate de l'air avait tiré deux coups de feu dix minutes après que l'appareil a décollé de Dacca. Mais les autorités estimaient lundi que son pistolet était un jouet.

«Selon ceux qui l'ont vu, il semblerait que ce soit un faux pistolet», a indiqué M. Hasan.

Pressé de se rendre par le commando, le suspect - identifié sous le nom de «Mahadi» - a montré des signes d'agressivité. Les forces spéciales ont alors ouvert le feu. L'opération a duré moins de dix minutes.

L'appareil a ensuite été entièrement fouillé et déclaré apte à voler.

Le pirate de l'air «était psychologiquement déséquilibré. La raison qu'il a donnée (pour le détournement) est qu'il avait des problèmes avec sa femme et voulait parler à la Première ministre» Sheikh Hasina, a indiqué Nayeem Hasan.

Nation pauvre d'Asie du Sud de 165 millions d'habitants, le Bangladesh a connu ces dernières années une série d'actes extrémistes perpétrés par des islamistes locaux.

La vague a culminé avec l'attentat contre un café huppé de Dacca à l'été 2016, qui a fait 22 morts dont 18 étrangers, revendiquée par le groupe État islamique (EI). Des centaines d'extrémistes présumés ont été abattus ou arrêtés dans la répression des autorités consécutive à cette attaque.

AFP

France

Un grand incendie dévaste les végétations en Corse

■ Quelque 1.500 hectares de végétation ont été dévastés par des incendies depuis samedi soir en Corse où les pompiers restaient à pied d'œuvre lundi pour venir à bout du principal sinistre.

Ce dernier, dans la zone de Calenzana, dans le nord-ouest de l'île, a ravagé 1.200 hectares de végétation samedi et dimanche. Dans la nuit de dimanche à lundi, «la situation n'a pas évolué», a indiqué un porte-parole du Service d'incendie et de secours de Haute-Corse. «Maintenant nous voulons éviter que le feu n'atteigne la forêt de Bonifato», a-t-il ajouté.

En 24 heures, 15 départs de feu ont été enregistrés en Corse-du-Sud et 33 en Haute-Corse, les deux départements de l'île méditerranéenne. Ils ont été attisés par des vents allant jusqu'à 90km/h.

La gendarmerie a ouvert trois enquêtes en Corse-du-Sud et cinq en Haute-Corse qui, à ce stade, tendent vers des causes accidentelles ou des écouvages mal maîtrisés, selon les gendarmes.

Pour le principal incendie, celui de Calenzana, la piste accidentelle n'est pas non plus écartée mais les autorités restent prudentes, le travail des techniciens n'ayant commencé que dimanche après-midi. Lundi matin, les secours s'approprièrent à hélicopter du personnel sur les foyers encore actifs. Le vent était moins violent lundi mais il y avait encore «des rafales significatives», selon les pompiers.

MétéoFrance a de nouveau placé l'île de Beauté sous vigilance jaune au «vent fort» lundi matin.

Interrogée sur France Info lundi, la préfète de Corse Josiane Chevalier a estimé qu'il «y aura(it) besoin encore de moyens aériens pendant plusieurs jours».

Elle a dénoncé «des gens particulièrement imprudents et irresponsables» qui «dimanche encore, alors que personne ne pouvait ignorer les incendies, continuaient à brûler tout un tas de choses».

Un arrêté préfectoral interdit l'usage du feu dans toute l'île jusqu'à nouvel ordre.

Lynda L.

Crise au Venezuela

Le SG de l'ONU appelle "au calme"

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé dimanche «au calme» dans la crise vénézuélienne, demandant dans un communiqué «à tous les acteurs de réduire les tensions et de tout faire pour éviter l'aggravation» de la situation.

Comme il l'avait déjà fait vendredi après avoir reçu en fin de semaine à New York les chefs de la diplomatie américaine et vénézuélienne, Antonio Guterres insiste sur la nécessité «d'éviter la violence à tout prix» et de bannir le recours «à la force létale quelles que soient les circonstances».

Le secrétaire général se dit aussi dans le communiqué «choqué et attristé d'apprendre que plusieurs civils ont perdu la

vie» samedi dans des heurts avec l'armée vénézuélienne.

Ces heurts ont fait deux morts selon l'ONG Foro Penal, opposée au gouvernement de Nicolas Maduro, et plus de 300 blessés, dont des Colombiens, selon le gouvernement de Bogota et différentes sources.

Les troubles ont éclaté aux frontières avec la Colombie et le Brésil, où les manifestants exigeaient l'entrée dans le pays de convois d'aide humanitaire. Plusieurs postes-frontière sont bloqués par l'armée.

La crise politique au Venezuela a éclaté quand l'opposant Juan Guaido, renvoyé le 22 janvier du poste de président de l'Assemblée nationale vénézuélienne sur décision de la Cour suprême, s'est autopro-

clamé le lendemain «président en exercice du pays» et a prêté serment au cours d'une manifestation. Le président américain Donald Trump l'a reconnu comme «président par intérim».

Une quarantaine de pays, dont le Royaume-Uni et l'Allemagne, en ont fait de même. Le président élu Nicolas Maduro a qualifié Juan Guaido de «pantin» des États-Unis.

La Russie, la Chine et plusieurs autres pays ont, quant à eux, soutenu Nicolas Maduro en tant que président légitime du Venezuela. Le Kremlin a qualifié la décision de certaines nations européennes d'«ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela».

R. I.

Inde

Consommation d'alcool frelaté, 143 morts

Le bilan de la consommation de l'alcool frelaté à Assam (Est de l'Inde) s'est élevé à 145 morts, ont annoncé dimanche soir les autorités locales, précisant que plus de 260 autres personnes sont encore hospitalisées. Les morts ont été enregistrés particulièrement dans les districts de Golaghat avec 85 personnes (54 hommes et 31 femmes) et à Jorhat avec 58 autres (43 hommes et 15 femmes), ont précisé les autorités de l'État d'Assam.

Selon les autorités locales, les victimes ont commencé à tomber malades jeudi soir après avoir consommé de l'alcool frelaté, dans des jardins de thé à Golaghat dans l'État d'Assam. Peu de temps après avoir bu de l'alcool, les personnes intoxiquées, parmi lesquelles de nombreuses femmes travaillant dans des plantations de thé de la région, ont été saisies de douleurs et de vomissements.

Le gouvernement d'Assam a suspendu plusieurs responsables du département des accises, les jugeant responsables de la tragédie. Suite à l'incident, de nombreux magasins d'alcool de pays ont été

détruits par la population, en particulier par des femmes.

Des groupes de la société civile et des citoyens sont descendus dans les rues d'Assam pour réclamer des sanctions sévères à l'encontre de ceux qui vendaient de l'alcool toxique.

Un porte-parole principal du Département des accises a déclaré que 90 affaires avaient été enregistrées contre des personnes pour la vente, la production non

autorisées de l'alcool et la violation de la loi sur l'accise. «Nous avons saisi et détruit 4.860 litres d'alcool illégal depuis le 22 février», a indiqué le responsable.

Le 7 février, plus de 100 personnes ont trouvé la mort dans le nord de l'Inde à cause de l'intoxication à l'alcool frelaté. La consommation de l'alcool frelaté est prise en Inde en raison de son prix bon marché.

H. T.

Chine

22 morts dans un accident minier

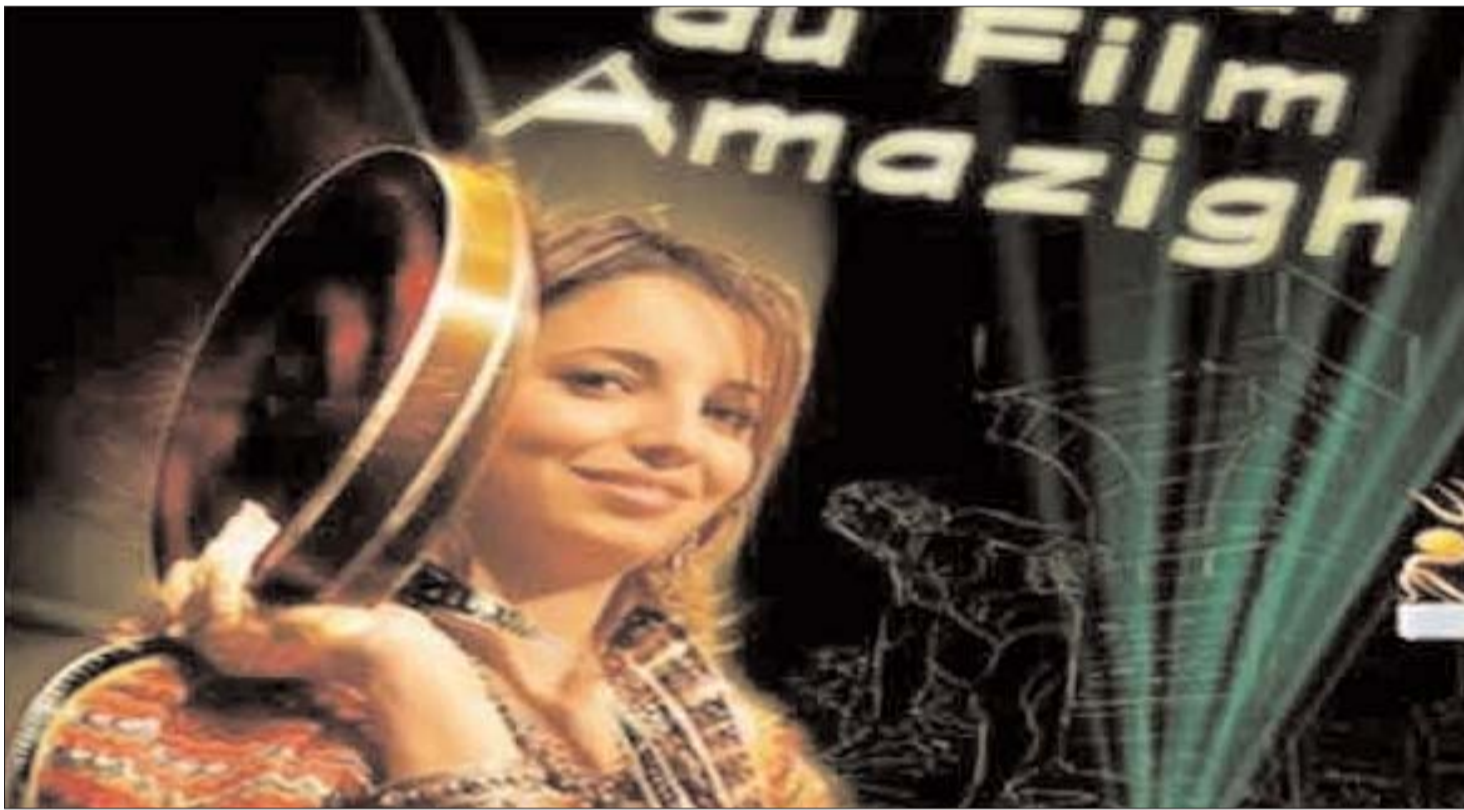
■ Le bilan de l'accident minier survenu dans une mine de charbon de la région autonome de la Mongolie intérieure samedi est monté à 22 morts, soit une victime de plus par rapport au premier bilan (21 morts). La 22ème personne a trouvé la mort dans l'après de dimanche des suites de ses blessures, a indiqué le centre de secours, notant que 28 autres sont toujours hospitalisés. L'accident minier est survenu après qu'un véhicule de transport des miniers a perdu le contrôle en raison d'une panne de freinage.

H. Y.

Festival culturel national du film amazigh

23 oeuvres en compétition pour l'Olivier d'or

Vingt-trois films au total sont officiellement en compétition pour l'Olivier d'or, la plus haute distinction du Festival culturel national annuel du film amazigh (Fcnafa) dont la 17^{ème} édition se tiendra du 28 février au 4 mars prochain dans la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé le commissaire de cette compétition cinématographique, Amar Tribèche.



Il s'agit de quatre longs métrages, 10 courts métrages, six films documentaires et trois d'animation dans les variantes chaouie, mozabite et kabyle qui ont été sélectionnés pour cette nouvelle édition et ce, sur une quarantaine de films déposés, ont indiqué le commissaire du Fcnafa et la directrice locale de la culture, Nabila Goumeziane lors d'une conférence de presse qu'ils ont animée conjointement à la Maison de la culture Mouloud Mammeri. Cette nouvelle édition sera dédiée à la mémoire des défunts artistes, Djamel Allam et Youcef Goucem et coïncidera avec la commémoration du 30^{ème} anniversaire de la disparition de l'écrivain et anthropologue, Mouloud Mammeri, a indiqué Mme Goumeziane. Cette manifestation sera ponctuée par plusieurs activités culturelles dont une exposition, des conférences sur le cinéma et un atelier de for-

mation en écriture du scénario, selon le programme remis à la presse. Parmi les films en compétition et dans la section documentaire *JSK asmi tervah, la joyeuse saga des Canaris* de Abderezak Larbi Chérif dédié au club phare de la Kabylie, *Aseftek n yiduman di Bouzgan* de Djamel Bacha qui aborde le tri des déchets ménagers et la préservation de l'environnement par les habitants de certains villages de la commune de Bouzeguène, à l'instar de *Sahel et Ahrik* et *Juba II* de Mokrane Aït Saâda.

Les cinéphiles pourront également découvrir à l'occasion de ce festival quatre long métrages, à savoir, *Isegmi n tayri* de Lounès Medjnah, *Le rival* un film d'action de Nassim Khelladi, *Tamachahut n Selyouna* un film inspiré d'une légende locale autour d'une princesse réalisé par Aziz Chelmouni et *Le choc* de Karim Mouali. La catégorie court métrage s'intéresse à plusieurs sujets de la vie

dont la pauvreté avec *Aygher a dunit* de Nabil Chahal, le temps qui passe avec *I tazzalen Isegwasen* de Djamel Ould Braham et *La bouteille d'ailleurs* de Nabil Meziani. La catégorie films d'animation, qui n'a pas enregistré de films sélectionnés lors de la précédente édition, revient cette année avec trois productions qui sont *Debza u dmagh* de Ahmed Hadibi, inspiré de la chanson éponyme du chanteur Slimane Azem, *Ighalen i dduklen* de Rabah Hattabi et *War, Derz Ifetna* de Amar Amarni. Officielle qui se tiendra au Théâtre régional Kateb Yacine sera marqué par la projection du court métrage *Banc Public* de Djamel Allam produit en 2012 et qui avait décroché à la 13^{ème} édition du Fcnafa le prix l'Olivier d'or dans cette catégorie. La projection des films en compétition aura lieu du 1^{er} au 3 mars à la salle des spectacles de la Maison de la culture Mouloud Mammeri qui abritera également la cérémo-

nie de clôture, le 4 mars prochain. Les films en lice pour l'Olivier d'or seront projetés dans la grande salle de la Maison de la culture Mouloud Mammeri à raison de trois séances quotidiennes (une le matin et deux l'après-midi) entre le 25 et le 27 de ce mois. Un programme de proximité, à travers plusieurs localités de la wilaya, a été également tracé, a observé le commissaire du Fcnafa.

Amar Tribèche a souligné, lors de cette conférence, que les échos qui lui sont parvenus de la commission de visionnage sont plutôt «favorables» quant à la qualité des films sélectionnés. «La productrice et docteur en cinéma Malika Laïchour, connue pour sa rigueur sur la question qualité, m'a dit que le jury a été agréablement surpris par la fraîcheur, la qualité et la poésie des films sélectionnés», a-t-il dit.

G. K.

Sidi Bel Abbès Ouverture du Festival national de la danse moderne

Le film rwandais *The Mercy of the Jungle* (La miséricorde de la jungle), qui dénonce l'absurdité de la guerre, a ouvert dimanche la compétition de la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco).

Projeté dans la salle historique du Cinéma Burkina, le film réalisé par le Rwandais Joël Karekezi, suit la dérive de deux soldats rwandais perdus dans la jungle lors de la deuxième guerre du Congo en 1998. «Le message de ce film, c'est un message de paix», a expliqué son réalisateur.

Le Rwanda est le pays invité de cette édition du Cinquantenaire du Fespaco. 20 longs métrages de fiction sont en lice pour décrocher l'Étalon d'or de Yennenga, la «Palme d'or africaine». Le jury de cette catégorie est présidé par le critique de cinéma, l'Algérien Ahmed Bedjaoui.

Le 26^e Fespaco a été ouvert samedi soir à Ouagadougou. L'Algérie est représentée par le long métrage *Ila Akhir Ezzaman* (Jusqu'à la fin des temps) de Yasmine Chouikh qui disputera l'Étalon d'or de Yennenga avec 19 autres oeuvres cinématographiques en provenance de 16 pays.

Sorti en 2017, *Jusqu'à la fin des temps*, premier long métrage de Yasmine Chouikh, est une histoire d'amour entre Ali, un fossoyeur septuagénaire, et Djoher, une veuve sexagénaire qui prépare, de son vivant, ses funérailles.

Le film a raflé plusieurs prix, dont le Annab d'Or au 3^e Festival de Annaba du film méditerranéen, le Khindjar d'Or Grand prix au 10^e Festival international de Mascate, ainsi que le Whir d'Or, Grand prix du 11^e Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

Le 26^e Fespaco dont les activités s'étaleront jusqu'au 2 mars prochain, célèbre le 50^e anniversaire de sa création (1969-2019), sous le slogan : «Mémoires et avenir des cinémas africains».

En 2017, la 25^e édition du festival a distingué deux oeuvres cinématographiques algériennes : *Le Puits* de Lotfi Bouchouchi et *Bons baisers de Moruroa* de Larbi Benchiha. L'Étalon d'or de Yennenga a été décerné au film *Félicité*, du Sénégalais Alain Gomis.

R. C.

Editions Média-plus

Le Café littéraire et culturel revisite l'histoire de Hiziya

Le destin tragique de Hiziya et sa légendaire histoire d'amour avec son cousin Saâyed, ont été revisités samedi au Café littéraire et culturel des éditions Média-plus de Constantine, qui a invité, pour la circonstance, le poète et romancier, Lazhari Lebtari, auteur notamment de *Hiziya, princesse d'amour des Zibans*.

Venu essentiellement présenter l'ouvrage collectif, *Hiziya mon amour* qu'il a lui-même coordonné, Labtari a captivé les centaines de

personnes ayant fait le déplacement pour discuter sur cette célèbre figure de l'imaginaire collectif algérien qui est Hiziya, immortalisée au XIX^e siècle par l'épique éponyme du poète Mohamed Benguitoune.

«Après la publication de *Hiziya, princesse d'amour des Zibans*, je n'ai pas voulu m'arrêter en si bon chemin», a déclaré l'invité du Café littéraire, expliquant qu'il avait sollicité ses amis écrivains romanciers, poètes, «d'expressions arabe et française, hommes et femmes, en

leur demandant de revisiter l'histoire de Hiziya. Comment l'imaginent-ils ? quels échos a-t-elle laissé en eux ?»

Dans la foulée, le romancier a relevé que Saâyed, totalement dévasté par le chagrin, finira à demander à son ami, le poète soufi Mohamed Benguitoune d'écrire un poème à la mémoire de sa bien-aimée.

Il a ajouté que le poème de 108 vers de Benguitoune sur Hiziya ne connaîtra le succès populaire qu'on lui connaît que lorsque «des

artistes, tels que Abdelhamid Ababsa et Khelifi Ahmed, s'en emparèrent pour le sublimer en musique».

Publié aux éditions Hibr, à l'occasion du 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), *Hiziya mon amour* a été réalisé par 14 auteurs au total parmi lesquels Smaïl Yabrir, Amel El Mahdi, Abdelmadjid Kaouah, Maïssa Bey, Nassira Belloula on encore Arezki Metref.

Hizya était la fille de Ahmed Belbey, un chef de tribu des Zibans

et vivait une histoire passionnelle avec son cousin Saâyed, avant de disparaître dans d'étranges circonstances à l'âge de 23 ans, rappelle-t-on.

Organisé par les éditions Média-Plus, en partenariat avec l'Institut français de Constantine, le Café littéraire et culturel avait récemment accueilli, depuis son lancement, plusieurs écrivains dont Lynda Chouiten, Ameziane Ferhani, Armand Vial, Mohamed Achraf Bouaoune et Nibel Sellam.

S. T.

«La solitude désole le cœur et contente l'esprit.»

Camille Belguise



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La solitude est un art.»

Vilhelm Ekelund

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Serena Williams

Son hommage discret à Meghan Markle aux Oscars

La joueuse de tennis, Serena Williams, a marqué les esprits lors de cette cérémonie des Oscars. Pas pour sa robe, au demeurant très belle, mais pour son petit hommage à son amie Meghan Markle.

Les soutiens, Meghan Markle peut les compter sur les doigts de la main. Heureusement, elle est toujours épaulée par sa grande amie Serena Williams. Depuis qu'elle a officiellement intégré la famille royale, la duchesse de Sussex fait l'objet des pires critiques, surtout venant de ses proches. Dès qu'il a su qu'elle allait épouser le prince Harry, son père Thomas Markle lui a fait tous les coups bas possibles. Fausses paparazzades, déclarations assassines dans la presse ou encore très récemment, la révélation de la lettre que l'ancienne comédienne lui avait envoyée juste après son mariage. Une situation qui scandalise Serena Williams, qui ne comprend pas un tel acharnement. Dans les colonnes du magazine *People*, la championne de tennis de 37 ans avait d'ailleurs exprimé son désarroi face au sort réservé à Meghan Markle : «Parfois j'ai envie de lui dire : «Meghan, arrête d'être aussi gentille. Tu es enceinte, tu n'es pas supposée avoir des hormones? Pourquoi es-tu si gentille?» Mais elle a toujours été comme ça. «La sportive a même mis son équipe de relations publiques à la disposition de la famille royale afin de mettre un terme au déferlement de haine contre la belle-sœur de Kate Middleton sur les réseaux sociaux. Et pour remonter le moral de Meghan Markle, Serena Williams a également mis la main au portefeuille pour lui concocter une baby shower de rêve. Si Amal Clooney a payé à l'épouse du prince Harry son trajet en jet privé jusqu'à New York, c'est la joueuse de tennis qui a réglé sa suite dans le luxueux Mark Hotel. Un cadeau s'élevant à 57 000 dollars. De quoi redonner le moral à la future maman mais pas autant que lorsqu'elle a découvert, le dimanche 24 février, le discours de son ami lors de la cérémonie des Oscars. Alors qu'elle devait lancer un petit clip du film *A Star is Born*, Serena Williams a évoqué sur scène le rôle poignant de Lady Gaga, qui interprète une chanteuse de country, Ally. Un personnage qu'elle compare visiblement à la duchesse de Sussex. «Quand nous sommes jeunes, nous rêvons tous de ce qu'on va accomplir dans la vie», a déclaré Serena Williams. «Avoir un rêve est facile. Le réaliser est difficile. Peu importe le rêve, que ce soit devenir une actrice, une joueuse de tennis ou une chanteuse, comme Ally dans *A Star is born*». Dans ce long métrage nommé pour le meilleur film, nous voyons au travers les yeux d'Ally les hauts et les bas de ce chemin vers le succès. Il y a la course à la célébrité, la pression du succès et la peine qui vient en sacrifiant l'amour pour la carrière... ou la carrière pour l'amour. «Un clin d'œil à Meghan Markle qui a dû abandonner sa carrière de comédienne pour épouser le prince Harry et respecter le protocole inhérent à la famille royale».

BON A SAVOIR

NE PLUS SE RONGER LES ONGLES !



bone à tripoter. Il vous occupe les mains et pendant ce temps, vous ne jouez plus au rongeur.

RONGER SES ONGLES NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ !

A force, vous allez vous réveiller un matin avec des saucisses en guise de doigt ! Et le pire, c'est que ça vous pourrit la santé. Quand vous rongez vos ongles vous portez votre main à la bouche, et avant cela... vous avez pris le bus, avez serré la main à des amis, vous avez pris de la monnaie pour faire vos courses, vous avez tapoté sur votre clavier d'ordi... Bref, vous êtes en contact avec des tas de microbes que vous allez gentiment déposer dans votre bouche, là où ils peuvent se multiplier tranquillement... En plus, à force de vous ronger les ongles, vous pouvez vous retrouver avec une infection cutanée. La base de l'ongle devient douloureuse et parfois suintante. Si vous ne vous soignez pas (antibiotiques) l'ongle peut se déformer au fur et à mesure qu'il pousse, tomber et même ne jamais repousser... Enfin, c'est pas forcément votre cas, mais certains rongeurs très énervés en viennent à avaler leurs ongles... beurk !

Rien à faire, vous avez beau faire des efforts, vous ne pouvez pas vous empêcher de vous ronger les ongles ! Si vous voulez que ça change, suivez nos conseils ! Ce problème a un nom bizarre : l'onychophagie. En général, ça commence dans l'enfance et ça peut traîner très longtemps, voire toujours... Ça touche les enfants un peu angoissés. Puis, quand ils grandissent, ils reproduisent ce geste à la moindre inquiétude, un peu par réflexe. La preuve, c'est que souvent vous le faites sans vous en rendre compte...

ETES-VOUS VRAIMENT MOTIVÉE POUR ARRÊTER ?

Pas facile de trouver la bonne méthode : on a listé les trucs qui marchent pour

- arrêter...
 - Les faux ongles : si vous vous collez des faux ongles, les vôtres seront recouverts et vous ne pourrez plus y toucher.
 - Les pansements : si vous avez un ongle fétiche sur lequel vous vous acharnez, posez un pansement dessus !
 - L'onglerie : prendre soin de ses ongles, c'est un bon truc pour arrêter de les ronger. Les esthéticiennes des ongleries connaissent bien le problème. Dès la première visite, vous trouverez vos ongles plus jolis et vous n'aurez qu'une envie : que ça dure !
 - Le chewing-gum : avoir un truc dans la bouche, ça évite que vous y mettez vos doigts. En plus, mâcher du chewing gum, ça détresse.
 - L'élastique ou le trom-

VIE PRATIQUE

LE RANGEMENT MAISON, LA MÉTHODE

Ranger rime souvent avec corvée, pour que cela ne soit plus le cas, suivez la méthode des pros du minimalisme. On la décrypte rien que pour vous.

JE TRIE MES AFFAIRES

Pas de rangement possible, sans tri préalable. La loi des trois tas devrait vous aider à faire le vide intelligemment chez vous. Cette méthode consiste à vous munir de trois grands cartons. Dans le premier, mettez-y l'ensemble des éléments que vous comptez garder. Le second sera consacré aux affaires que vous allez jeter ou donner. Dans le dernier carton, entreposez les choses que vous hésitez à vous débarrasser. Si dans un mois, vous n'avez pas eu besoin de replonger le

nez dans le carton, c'est que vous pouvez mettre aux poubelles votre carton. En un rien de temps, vous allez désencombrer vos placards et gagner de la place. L'humain ayant toujours la fâcheuse tendance à emmagasiner, l'opération du tri est à renouveler au moins trois fois par an.

BON À SAVOIR :

Le principe des trois tas peut évidemment s'appliquer à d'autres situations de votre vie. Autre exemple, à votre bureau, vous débordez de paperasses en tout genre. Faites encore trois piles : une pour les tâches à traiter en priorité, une seconde pour celle à classer et la dernière celle à déléguer.

BIEN-ETRE

LES BIENFAITS DE LA SIESTE

Nos rythmes biologiques nous poussent à dormir la nuit, bien sûr, mais aussi en milieu de journée. La sieste n'est pas un signe de paresse.

C'est, pour certains, un atout forme indispensable. Nous n'avons pas tous sommeil après le repas de midi, car nous ne ressentons pas tous de la même manière cette rupture de rythme. Alors, si vous avez régulièrement une baisse de tonus et de vigilance en milieu de journée, offrez-vous une pause. Il suffit d'un gros quart d'heure pour recharger les batteries. Même sur votre lieu de travail, essayez de vous éclipser pour vous reposer ou faire un



exercice de respiration ou de relaxation. Vous serez d'autant plus en forme le reste de l'après-midi, et vous vous sentirez beaucoup moins fatigué le soir. D'où des nuits encore plus reposantes.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe de la Confédération

Le NAHD perd mais garde espoir

Championnat régional hivernal d'athlétisme à Oran
Les athlètes de Chlef et Bechar s'illustrent

■ Les athlètes de Chlef et Bechar se sont illustrés au championnat régional hivernal d'athlétisme seniors dames et hommes, disputés samedi au complexe sportif des Castors d'Oran. Les coureurs «dames et hommes» de Chlef et de Béchar ont nettement dominé la majorité des courses en sprint, demi-fond, fond, steeple et relais, ainsi que les épreuves de lancer de poids, disque, javelot, saut en longueur et triple saut. Cette compétition d'une journée, organisée par la ligue oranaise d'athlétisme en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports, a regroupé plus de 190 athlètes dames et hommes issus des ligues de wilayas de l'ouest du pays, à savoir Bechar, Chlef, Saïda, Tiaret, Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Mascara, Mostaganem et Oran. Selon le directeur de l'organisation sportive de la ligue, Dellal Abdelkrim, les épreuves se sont déroulées dans une organisation parfaite, marquée par une rude concurrence et un niveau technique appréciable chez les messieurs et moyen chez les dames. A l'issue de cette phase régionale, le premier dans chaque épreuve dames et messieurs, ainsi que les meilleurs sont qualifiés à la phase finale du championnat national hivernal, prévu les 8 et 9 mars à Biskra.

Grand-Prix Polyak-Imre de Lutte

Médaille d'argent pour Sid Azara

■ Le lutteur algérien Sid Azara Bachir (87 kg) a remporté la médaille d'argent du Grand-Prix international Polyak-Imre, consacré à la lutte gréco-romaine et organisé samedi et dimanche à Budapest (Hongrie). Après avoir battu l'Italien Fabio Parisi en huitièmes de finale, l'Algérien a pris le dessus ensuite sur le Serbe Vladimir Stankic (7-0) pour le compte des quarts de finale. L'Algérien a composté son billet pour la finale en battant le Biélorusse Radzik Kuliyeu (3-2). En finale, le médaillé d'argent aux Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne) a été battu par le Hongrois Victor Lorincz (6-0). Organisé par la Fédération hongroise de lutte, le Grand-Prix international Polyak-Imre, un rendez-vous incontournable de la lutte mondiale, a vu la participation de l'Algérie qui était représentée par huit athlètes de la lutte gréco-romaine. La sélection algérienne a été conduite par le staff technique national composé des entraîneurs roumain Rusu Cornell et Bendjedaa Maazouz.



Le Nasr d'Hussein-Dey garde toujours ses chances de qualification au prochain tour de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), malgré la défaite concédée avant-hier à Nairobi face au Ghor Mahya du Kenya sur le score de (2/0) pour le compte de la troisième journée de la phase des poules. Les Sang et Or ont mal géré ce match et ont concédé deux buts durant les dernières minutes de cette rencontre.

Les deux buts de la rencontre ont été inscrits par Francis Kahata (84') et Tuyi Sengue (89'). Le Nasria (2e, 4 pts) a tenu bon jusqu'à la 86e minute de jeu avant de lâcher prise suite à la sortie de ses deux meilleurs élé-

ments, à savoir Gasmi (31') et El-Orfi (43') sur blessure ainsi que l'expulsion de Harrag (85'), ce qui a compliqué d'avantage la tâche des Sang et Or.

Suite à cette défaite, les Nahdistes perdent ainsi la première place au profit de Gor Mahia, le nouveau leader du groupe D avec un total de 6 points. Pour ce qui est de la blessure de Gasmi, il faut savoir qu'elle n'est pas vraiment grave et que l'état de ce dernier se porte mieux après avoir été transféré à l'hôpital. Les Sang et Or paraissent fatigués après cette sortie et n'auront pas trop de temps pour récupérer puisqu'ils devront affronter ce même adversaire dimanche prochain, le 3 mars, la

formation de Gor Mahia au stade du 5-juillet 1962 (Alger). Les Nahdistes ne perdent pas espoir de se qualifier pour les quarts de finale surtout qu'ils n'ont besoin que de six points qu'ils pourront décrocher à domicile lors de ces matchs face à Ghor Mahya et le Zamalek d'Egypte. Les Hussein-Déens devront bien préparer le prochain match pour éviter les erreurs de ce match aller face aux Kenyans. Il faut savoir que l'équipe jouera sans son moteur et meneur de jeu, Harrag, après avoir été expulsé par l'arbitre à sept minutes de la fin.

Imad M.

Ligue 1 Mobilis

Report du match DRBT- CRB

■ Le match des mal classés DRB Tadjenanet - CR Belouizdad, prévu initialement mardi au stade Lahoua-Smaïn (17h45) dans le cadre de la mise à jour de la 19e journée du championnat de Ligue 1, a été reporté à une date ultérieure, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site web. Outre ce report, pour lequel la LFP ne donne pas de raisons, le match

opposant le leader du championnat, l'USM Alger et son voisin le Paradou AC (3e), comptant pour la 23e journée et fixé initialement à vendredi prochain, a été décalé à samedi. Par ailleurs, les rencontres US Biskra-JSM Skikda et ASM Oran-RC Relizane de Ligue 2 (24e journée), programmées pour vendredi, ont été décalées aussi à samedi.

Grand Slam de Düsseldorf de Judo

Lyès Bouyacoub (-100 kg) échoue

■ Le judoka Lyès Bouyacoub, le dernier des neuf algériens engagés dans le tournoi international «Grand Slam de Düsseldorf» actuellement en cours en Allemagne, a été éliminé dimanche, après sa défaite au deuxième tour chez les moins de 100 kg contre l'Autrichien Laurin Boehler. Bouyacoub avait bien démarré cette compétition en remportant son premier combat contre l'Allemand Daniel Zorn, avant de subir le même sort que ses compatriotes (6 messieurs et 2 dames), tous précocement éliminés. Le seul à avoir fait aussi bien que Bouyacoub est Fethi Nourine, qui a passé samedi le premier tour chez les moins 73 kg, en

battant l'Allemand Robert Brawig, avant de s'incliner par Ippon au second tour face à l'Azéri Rustam Orujov. Les autres représentants algériens dans ce tournoi ont tous été éliminés dès le premier tour, à commencer par Mecerrrem Hadjer (-48 kg) et Belkadi Amina (-63 kg), battus respectivement par l'Espagnole Abelenda Martinez et la Japonaise Doi Masako. Chez les messieurs, Salim Rebahi (-60 kg) a été battu par le Russe Robert Mshvidobadze, Houd Zourdani (-66 kg) par le Sud-Coréen Ham Jin Young et Wali Ezzine (-66 kg) par le Mongol Baskhuu Yondonperenlei. Le lendemain, dimanche, c'était au tour de Abderrahmane Benamadi (-90

kg) et Mohamed Mehdi Lili (+100 kg) de passer à la trappe, en se faisant éliminer dès le premier tour, respectivement par le Sud-Coréen Gwak Dong-han et le Russe Anton Krivobov. Au total, 605 judokas (362 messieurs et 343 dames) représentant 93 nations participent à ce tournoi. A l'issue des deux premières journées de compétition, disputées vendredi et samedi, c'est le Japon qui caracole provisoirement en tête du classement des médailles avec 7 or, 1 argent et 2 bronze, devant la Grande-Bretagne et le Kosovo, ex aequo à la deuxième place avec 1 or, la Russie complétant le podium avec 3 argent et 1 bronze.

JS Kabylie

Le Centre de formation ouvert à toutes les équipes locales

■ Le Centre de formation de la JS Kabylie à Oued-Aissi (5 Km à l'Est de Tizi-Ouzou) sera ouvert à toutes les équipes sportives locales, a indiqué dimanche, Isaad Rebrab, Directeur-général du Groupe Cevital qui prend en charge la construction de cette infrastructure sportive. «Nous avons discuté avec les dirigeants de la JSK et décidé d'ouvrir les portes de ce centre à toutes les équipes locales pour former leurs sportifs qui constitueront une pépinière pour la JSK et l'équipe nationale», a déclaré M. Rebrab lors de la pose de la première pierre du chantier de ce centre. Il sera, également, a-t-il ajouté, «ouvert aux jeunes sportifs de toutes les régions du pays pour former des talents et champions nationaux et leur permettre de se hisser à un rang international». Outre des locaux pour l'administration du club, la futur structure, construite sur une superficie de 04 hectares, comprendra deux terrains dont un en gazon naturel, une unité de récupération physique, des vestiaires un hôtel de 60 chambres et un parking auto, a-t-on indiqué. Relevant le caractère citoyen du groupe Cevital qui sponsorise la JSK et d'autres clubs du championnat national, M. Rebrab s'est dit «résolu à continuer à promouvoir la pratique sportive et, partant, permettre à la jeunesse de préserver sa santé».

Sommet Ligue Arabe/UE

Pour une coopération respectant «les prérogatives nationales et souveraines»

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a plaidé, hier à Charm el Cheikh (Egypte), pour «une approche globale de coopération arabo-européenne qui tienne compte du respect des prérogatives nationales et souveraines». Intervenant au deuxième et dernier jour des travaux du 1^{er} Sommet Ligue arabe/UE, auquel il prend part en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, M. Bensalah a indiqué que les différentes préoccupations inhérentes à la coopération arabo-européenne et ses perspectives futures «doivent s'inscrire dans le cadre d'une approche globale qui tienne compte du respect des prérogatives nationales et souveraines, sur la base des principes régissant les relations internationales fondées sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires internes des pays». Il a également salué «la forte dynamique insufflée au processus de coopération entre les pays arabes et européens en peu de temps, couronnée aujourd'hui par la tenue de ce 1^{er} sommet Ligue arabe/UE», estimant qu'«il est désormais nécessaire, voire vital pour nous tous, en tant que partenaires dans le cadre institutionnel de coopération arabo-européenne, d'accorder davantage d'importance et de conférer plus d'efficacité aux structures institutionnelles de coopération arabo-européenne, à l'instar des groupes de travail sur le dialogue stratégique, notamment en matière de gestion et de lutte contre les conflits et contre le terrorisme et l'interdiction de la prolifération des armes, en sus de l'unification des efforts et des visions dans la lutte contre le terrorisme transfrontalier et l'extrémisme violent et le traitement de la crise migratoire sous ses différents aspects».

A cet effet, M. Bensalah a exprimé «la pleine disponibilité de l'Algérie à contribuer à la promotion et au renforcement du partenariat arabo-européen dans divers domaines, en s'appuyant sur une vision basée sur l'exploitation de toutes les opportunités offertes aux deux parties, et tous les moyens de coopération disponibles, et partant concourir à l'élargissement des domaines de coopération, en oeuvrant, sans cesse, à sa promotion».

M. Bensalah a souligné, en outre, «tout l'intérêt accordé par l'Algérie à ce cadre idoine de coopération depuis son lancement, et ses efforts au double plan bilatéral et multilatéral pour la hisser au plus haut niveau, notamment à la lumière de la convergence de vues encourageante sur certaines questions d'intérêt commun».

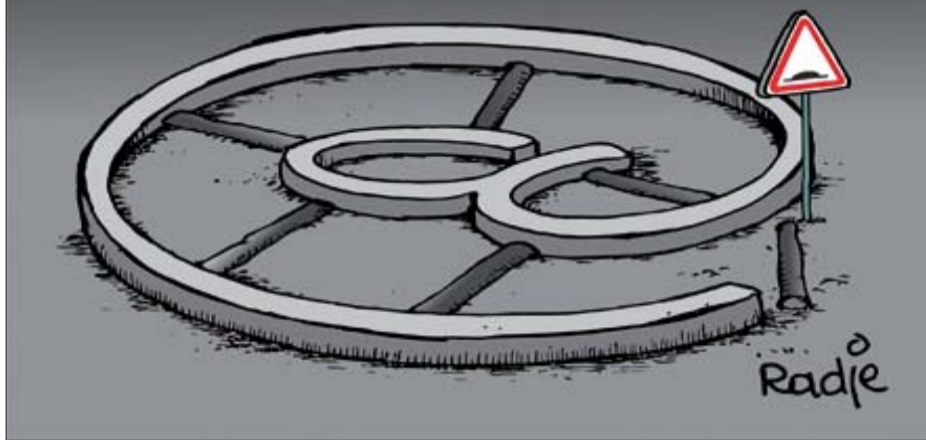
«Les intérêts stratégiques entre le Monde arabe et l'Europe nous incitent à accorder la priorité à la promotion de cette coopération au plus haut niveau, en vue de relever les défis communs notamment au regard des développements survenus dans un contexte sensible pour nos pays et peuples marqué par la prolifération des crises, des foyers de tension et des facteurs d'instabilité».

R. N.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

INTERNET ACTUELLEMENT



Tamanrasset

Baisse sensible des accidents de circulation



Les accidents de circulation ont connu un net recul en 2018 dans la wilaya de Tamanrasset, par rapport à ceux enregistrés en 2017, a-t-on appris hier des services de la Gendarmerie nationale. Le bilan de la Gendarmerie nationale fait état d'un nombre de 126 accidents, ayant fait 75 morts et 318 blessés l'année dernière, contre 162 accidents en 2017 et 223 autres en 2016. Ces accidents sont imputés au facteur humain, notamment en raison du non-respect du Code de la route, l'excès de vitesse et les dépassements dangereux, en plus de l'état des véhicules. Dans certains cas, la faute des piétons est

pointée du doigt. Pour renforcer la culture de la sécurité routière chez les usagers de la route, les services de la gendarmerie ont lancé dimanche dernier, et jusqu'au 5 mars prochain, une caravane de sensibilisation animée par les différentes unités de ce corps de sécurité pour éveiller la conscience des usagers de la route sur le respect des règles de conduite et éviter les accidents.

Cette initiative vise la prévention des dangers encourus du non-respect de la route ainsi que la sensibilisation sur la nécessaire formation pour les chauffeurs de transport en commun sur les dangers de la conduite en état d'ébriété et sur l'importance

de la maintenance des véhicules en vue d'éviter les causes mécaniques d'accidents, ont souligné les services de la gendarmerie.

Cette caravane donnera lieu également à l'animation, avec le concours d'acteurs de la sécurité routière, notamment la direction des transports et les chefs d'entreprises de transport des voyageurs et de marchandises, des Scouts musulmans algériens (SMA) et l'Association de la sécurité routière, d'espaces de sensibilisation à travers le réseau routier de la wilaya, en plus de sorties sur le terrain au niveau des gares routières et des aires de repos et stations-service, selon la même source.

R. T.

Congrès mondial du mobile 2019 de Barcelone

Condor et Ooredoo signent un accord de collaboration dans le domaine du digital

Le Groupe Condor, leader algérien des produits électroniques et électroménagers et l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo, ont signé, hier à Barcelone (Espagne), un accord de collaboration dans le domaine du digital.

Cet accord, premier du genre en Algérie, a été signé en marge du Congrès mondial du mobile MWC-2019, par le directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah, et le président du Conseil d'administration du Groupe Condor, M. Abderrahmane

Benhamadi, en présence de l'encadrement supérieur des deux parties.

A la faveur de cette collaboration entre deux leaders nationaux dans le domaine des services digitaux, les clients de Condor bénéficieront d'un riche contenu et de services commercialisés sous la marque Condor.

L'accord de collaboration entre Ooredoo et Condor ouvrira de nouvelles perspectives de partenariats dans le domaine du digital et du multimédia.

Communiqué

ACTU...

Bouira et Skikda

Deux bombes détruites

Deux bombes de confection artisanale, ont été détruites dimanche dernier, lors de deux opérations de fouille et de ratisage menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bouira et Skikda, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, le 24 février 2019, deux bombes de confection artisanale et ce, lors de deux opérations de fouille et de ratisage menées à Bouira (1^{er} Région militaire) et Skikda (5^e RM)», précise la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, à Oran (2^{ème} RM), cinq narcotrafiquants et saisi 105,8 kg de kif traité et quatre véhicules touristiques». Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Ouargla et Laghouat (4^{ème} RM), quatre immigrants clandestins de différentes nationalités», rapporte également le communiqué.

Mali

Une quinzaine de terroristes neutralisés

Une quinzaine de terroristes appartenant au dénommé Front de libération du Macina ont été neutralisés dans une frappe aérienne de l'armée française au centre du Mali, a annoncé hier l'état-major des armées françaises.

«Deux Mirage 2000 basés à Niamey sont intervenus samedi soir dans la région de Dialoubé, au nord de Mopti, en coordination avec les forces armées maliennes», a indiqué l'état-major dans un communiqué. Cette opération est intervenue alors que le Premier ministre français, Edouard Philippe, effectuait une visite au Mali.

La France et sa force militaire Barkhane (4 500 soldats dans les pays du Sahel, dont 2 700 sur le territoire malien) seront «aux côtés du Mali, aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le Mali le souhaitera», a indiqué M. Philippe.

Les militaires français avaient déjà tué, jeudi au Mali, le n°2 de la principale alliance terroriste du Sahel liée à Al Qaïda.

R. N.

Relizane

Découverte d'un atelier clandestin de réutilisation de l'or

La brigade économique et financière de la police de Relizane a découvert un atelier clandestin de fabrication et de réutilisation de l'or et a arrêté trois personnes, a-t-on appris dimanche dernier de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Agissant sur informations faisant état de personnes qui vendaient des bijoux en or au centre-ville de Relizane dont la qualité est suspecte, un plan étudié a été mis en place et s'est soldé par l'arrestation de trois ressortissants étrangers en possession de plus d'un kilogramme d'or sans estampillage, selon un communiqué de cette cellule.

Après enquête et investigation et l'extension de la compétence à la wilaya d'Oran, un atelier clandestin disposant de matériels modernes de fabrication de ces bijoux a été découvert en plus d'un véhicule utilisé dans le transport. Une procédure judiciaire a été engagée contre trois personnes arrêtées et présentées devant la justice pour les chefs d'inculpation de création d'un atelier clandestin pour la fabrication et la réutilisation de l'or, d'exercice d'une activité commerciale sans autorisation et sans factures et de vente de bijoux sans estampillage et résidence illégale.

R. N.